



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDEEDI 23 JUN 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, JUNE 23rd, 1950

## RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1950.

Québec, le 19 juin 1950.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTE PARADIS.

27765-25-10-0

## RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1950.

Québec, this 19th of June 1950.

RÉDEMPTE PARADIS,  
King's Printer.

27765-25-10-0

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
26439 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
26439 — 1-52

### Lettres patentes

#### Acme Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1950, constituant en corporation: Roger-F. Hould, garagiste, Dame Hildred A. Hould, ménagère, épouse séparée de biens de Roger-F. Hould, et Paul

### Letters Patent

#### Acme Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1950, incorporating: Roger F. Hould, garage-keeper, Dame Hildred A. Hould, housewife separate as to property of Roger F. Hould, and Paul H. Charpentier, advocate, all of Saint-

H. Charpentier, avocat, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Sainte-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de voitures-automobiles, de pièces de rechange et d'accessoires pour voitures-automobiles, sous le nom de "Acme Automobile Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Addington Motors Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1950, constituant en corporation: Joseph Hart, vendeur d'automobiles, de Mont-Royal, Robert Perreault, comptable, et Wilfrid N. Langevin, avocat, tous de la cité de Montréal, et tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme garagistes et vendeurs d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Addington Motors Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 80 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 120 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Agence Maritime Inc.  
Maritime Agency Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1950, constituant en corporation: William Morin, C.R., André Verge, avocats, et Fleurette Dussault, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme agent maritime, courtier maritime, courtier en douanes, agent ou courtier d'assurances maritimes, sous le nom de "Agence Maritime Inc." — "Maritime Agency Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Albert Gingras Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1950, constituant en corporation: Albert Gingras, entrepreneur, Jean-Ma-

Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicle and of dealers in automobile spare parts and accessories, under the name of "Acme Automobile Limitée" with a capital stock of \$75,000 divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Addington Motors Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1950, incorporating: Joseph Hart, automobile Dealer, of Mount-Royal, Robert Perreault, accountant, and Wilfrid-N. Langevin, advocates, both of the City of Montreal, all in the judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and dealers in automobiles and other vehicles, under the name of "Addington Motors Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 80 preferred shares of the par value of \$100 each, and 120 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Agence Maritime Inc.  
Maritime Agency Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1950, incorporating: William Morin, K.C., André Verge, advocates, and Fleurette Dussault, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as shipping agent, ship-broker, customs broker, marine insurance agent or broker, under the name of "Agence Maritime Inc." — "Maritime Agency Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Albert Gingras Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, incorporating: Albert Gingras, contractor, Jean Marie Houle, advocate,

rie Houle, avocat, tous deux de la cité de Québec, et Bernardin Blanchet, avocat, de Beaumont, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme contracteur, entrepreneur ou sous-entrepreneur et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Albert Gingras Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

#### Albert Novelty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 28 avril 1950, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, avocats et Dianna Rudin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce comme manufacturiers vendeurs de jouets, ornements et nouveautés, sous le nom de "Albert Novelty Co." avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de 100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

#### Andal Laboratories Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1950, constituant en corporation: Robert Anderson, junior, marchand, Marianne Wade Anderson, épouse séparée de biens de Robert Anderson, et Leona Harbourg, sténographe, tous de St-Romuald, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, manufacturer ou autrement faire le négoce ou le commerce de préparations pharmaceutiques, chimiques et médicinales, articles et composés, sous le nom de "Andal Laboratories Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

#### Apiranthos Naxos Benevolent Organization Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Matthews D. Glezos, Spiros Florakas et George Zevgolis, tous mar-

both of the city of Quebec, and Bernardin Blanchet, advocate, of Beaumont, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as contractor, builder or sub-contractor and deal in building requisites, under the name of "Albert Gingras Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

#### Albert Novelty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, incorporating: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, advocates, and Dianna Rudin, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers generally in toys, ornaments and novelties, under the name of "Albert Novelty Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100. each and 200 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

#### Andal Laboratories Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, incorporating: Robert Anderson, junior, merchant, Marianne Wade Anderson, wife separated as to property of Robert Anderson, and Leona Harbourg, stenographer, all of St. Romuald, judicial district of Quebec, for the following purposes:

Subject to the "Quebec Pharmacy Act", to manufacture or otherwise deal in or with pharmaceutical, chemical and medicinal preparations, articles and compounds, under the name of "Andal Laboratories Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at St. Romuald, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

#### Apiranthos Naxos Benevolent Organization Ltd.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1950, incorporating without share capital: Matthews D. Glezos, Spiros Florakas and George Zevgolis,

chands des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Poser des actes d'un caractère national, patriotique, religieux, philanthropique et charitable au bénéfice de toutes personnes d'extraction grecque, sous le nom de "Apiranthos Naxos Benevolent Organization Ltd."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard, les jeux mixtes de hasard et d'habileté, paris illégaux et n'autorisent pas la corporation à détenir ou obtenir un permis accordé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à 916 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

all merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To do acts of a national, patriotic, religious, philanthropic and charitable nature for the benefit of all persons of Greek extraction, under the name of "Apiranthos Naxos Benevolent Organization Ltd."

The powers granted do not permit gambling games, games of chance, games of chance and skill mixed, illegal betting, and do not authorize the Corporation to hold or obtain a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$5,000.

The head office of the Corporation will be at 916 St. James Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of March, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Arvida Mix & Supply Company, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1950, constituant en corporation: Jean-Joseph Riverin, entrepreneur; de Chicoutimi, Gaston Girard, entrepreneur, et Georges-Henri Riverin, contremaître, ces deux derniers d'Arvida, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Arvida Mix & Supply Company, Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Arvida Mix & Supply Company, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, incorporating: Jean Joseph Riverin, contractor, of Chicoutimi, Gaston Girard, contractor, and Georges Henri Riverin, foreman, the two latter of Arvida, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, under the name of "Arvida Mix & Supply Company Limited" with a capital stock of \$5,000 divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Brandon Lumber Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six avril 1950, constituant en corporation: Gérard-Pierre Laganière, Marcel Bélanger, avocats, et Rita Morin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme bûcherons, marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries, et constructeurs de moulins, de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Brandon Lumber Limited", avec un capital de \$85,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune, et 1300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Damien de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Brandon Lumber Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1950, incorporating: Gérard-Pierre Laganière, Marcel Bélanger, advocates, and Rita Morin, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes: To carry on the business of lumbermen, saw-millers and millwrights, of builders and contractors, under the name of "Brandon Lumber Limited", with a capital stock of \$85,000, divided into 400 common shares of the par value of \$50. each, and 1300 preferred shares of \$50. each.

The head office of the Company will be at St. Damien de Brandon, Judicial District of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Brouillette & Gagnon Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1950, constituant en corporation: Joseph-Charlemagne Pilon, gérant, des cité et district judiciaire de Montréal, Wellie Blackburn, gérant, et Léon-Georges Gagnon, comptable agréé, ce deux derniers de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objet suivants:

Faire le commerce d'ameublements, de machines agricoles, d'accessoires électriques, d'articles de sports, de vaisselle et de bibelots, sous le nom de "Brouillette & Gagnon Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6014 Boulevard Monk, Ville Emard, Montréal, District judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Brouillette & Gagnon Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1950, incorporating: Joseph Charlemagne Pilon, manager, of the city and judicial district of Montreal, Wellie Blackburn, manager, and Léon Georges Gagnon, chartered accountant, these two latter of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in household furniture, farm implements, electric appliances, sporting goods, crockery and novelties, under the name of "Brouillette & Gagnon Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6014 Monk Boulevard, Ville Emard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Cabeldu Motors (Hull) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mars 1950, constituant en corporation: Philip Fulford Foran, avocat, d'Ottawa, Ontario, Lois Shirley Wright et Lucienne Deschamps, secrétaires, de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Negocier et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules et leurs accessoires, sous le nom de "Cabeldu Motors (Hull) Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Cabeldu Motors (Hull) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1950, incorporating: Philip Fulford Foran, advocate, of Ottawa, Ontario, Lois Shirley Wright and Lucienne Deschamps, secretaries, of Hull, judicial District of Hull, for the following purposes:

To trade in and deal with automobiles and other vehicles and their accessories, under the name of "Cabeldu Motors (Hull) Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 preferred shares of the par value of \$100. each and into 250 common shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Hull, judicial District of Hull.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of March, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Canada Prints Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1950, constituant en corporation: Laurence Serchuk, David Layman, David Ornstein et William S. Ornstein, marchands des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et manufacturiers de produits textiles et tissus de toute sorte, et comme teinturiers et imprimeurs sous le nom de "Canada Prints Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Canada Prints Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, incorporating: Laurence Serchuk, David Layman, David Ornstein and William S. Ornstein, merchant, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in textiles and fabrics of all kinds, and as textile dyers and printers, under the name of "Canada Prints Limited", with a capital stock of \$40,000. divided into 300 common shares of a par value of \$100. each, and 100 preferred shares of par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Canadian Outlet Stores Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1950, constituant en corporation: William Sigler, Hyman Sigler, marchands et Mary Steiman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, tissus, hardes et vêtements, sous le nom de "Canadian Outlet Stores Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Canadian Outlet Stores Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, incorporating: William Sigler, Hyman Sigler, merchants, and Mary Steiman, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, fabrics, clothing and wearing apparel, under the name of "Canadian Outlet Stores Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Cedino Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1950, constituant en corporation: Henri Crépeau, C.R., avocat, Françoise Gagnon et Yvette Picard, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet à la Loi de pharmacie de Québec, manufacturer et faire le négoce et le commerce de produits pharmaceutiques, sous le nom de "Cedino Ltd.", avec un capital de \$250,000 divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 200,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 326, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Cedino Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1950, incorporating: Henri Crépeau, K. C., advocate, Françoise Gagnon and Yvette Picard, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to manufacture and deal in and with pharmaceutical products, under the name of "Cedino Ltd.", with a capital stock of \$250,000, divided into 50,000 common shares of the par value of \$1 each, and 200,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at 132 St. James Street est, room 326, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Collège Saint-Denis Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Monique Béchard, psychologue consultant, Dr Gilles-Yvon Moreau, psychologue consultant, Pierre-H. Ruel, professeur au Collège Saint-Denis, Gérard Corbeil, avocat, et Guy Girard, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, maintenir et administrer dans la cité de Montréal, une institution d'enseignement primaire et secondaire, sous le nom de "Collège Saint-Denis Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Collège Saint-Denis Incorporé**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Monique Béchard, consulting psychologist, Dr. Gilles Yvon Moreau, consulting psychologist, Pierre H. Ruel, professor at the Saint-Denis College, Gérard Corbeil, advocate, and Guy Girard, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found, maintain and administrate, in the city of Montreal, an institution of primary and of high-school teaching, under the name of "College Saint-Denis Incorporé";

The amount to which the immovable property, which the corporation may hold, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Comité des Hôpitaux du Québec**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1950, constituant en corporation sans capital-actions: le Révérend Père Hector-Louis Bertrand, s.j., Jean-Victor Cartier et Louis-Joseph Barcelo, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Unir les conférences des hôpitaux de Montréal et de Québec ou autres groupements de même genre pour promouvoir toutes connaissances se rattachant à l'administration des hôpitaux ou institutions, sous le nom de "Comité des Hôpitaux du Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Comité des Hôpitaux du Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: the Reverend Father Hector Louis Bertrand, S.J., Jean Victor Cartier and Louis Joseph Barcelo, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite the conferences of the Montreal and Quebec hospitals or other groups of a like nature for the purpose of advancing any information connected with the administration of hospitals or institutions; under the name of "Comité des Hôpitaux du Québec".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Continental Store (Thetford Mines) Ltd. Magasin Continental (Thetford Mines) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1950, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, Lorenzo Brisson, commerçant, et Léon-Georges Gagnon, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises sèches, lingerie, épicerie, ferronnerie et quincaillerie, y compris le commerce de restaurateur, sous le nom de "Continental Store (Thetford Mines) Ltd." — "Magasin Continental (Thetford Mines) Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Continental Store (Thetford Mines) Ltd. Magasin Continental (Thetford Mines) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1950, incorporating: Rosario Desbiens, accountant, Lorenzo Brisson, trader, and Léon Georges Gagnon, public accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry-goods, wearing apparel, groceries, ironware and hardware, and engage also in the business of restaurant keeper, under the name of "Continental Store (Thetford Mines) Ltd." — "Magasin Continental (Thetford Mines) Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Côté Frères, Entrepreneurs, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1950, constituant en corporation: Louis-Arthur Côté, entrepreneur, Charles-Aimé Côté, contre-maître, Cyprien Côté, commis-comptable, tous de Saint-Nazaire, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs en construction et en toutes sortes de travaux publics et privés, sous le nom de "Côté frères, entrepreneurs, Inc." avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Nazaire, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Côté Frères, Entrepreneurs, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1950, incorporating: Louis Arthur Côté, contractor, Charles Aimé Côté, foreman, Cyprien Côté, accounting clerk, all of Saint-Nazaire, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To act as building contractors and as contractors for all kinds of public and private works, under the name of "Côté frères, entrepreneurs, Inc.", with a capital stock of 20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Nazaire, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Estelle Lingerie Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1950, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, et Julius Briskin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement faire le négoce ou le commerce de lingerie et vêtements, sous le nom de "Estelle Lingerie Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Estelle Lingerie Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April 1950, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, and Julius Briskin, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or otherwise deal in or with lingerie and wearing apparel, under the name of "Estelle Lingerie Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100. each, and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Esther Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1950, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Bernard Diamond et Bernard S. Mergler, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de placements et d'améliorations, et, sujet au consentement du Surintendant des assurances de la province de Québec, agir comme courtiers d'assurances, sous le nom de "Esther Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Esther Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1950, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Bernard Diamond and Bernard S. Mergler, all advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment and improvement company, and subject to the assent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, to act as insurance brokers, under the name of "Esther Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100. each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Gauthier & Tremblay Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1950, constituant en corporation: Rosaire Gauthier, acommèrant, Albert Tremblay, commèrant, et Dame Thérèse Boivin Gauthier, épouse séparée de biens de Rosaire Gauthier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter des abattoirs et entrepôts frigorifiques et faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Gauthier & Tremblay Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 164, rue Roussel, Ste-Anne-de-Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Gauthier & Tremblay Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1950, incorporating: Rosaire Gauthier, trader, Albert Tremblay, trader, and Dame Thérèse Boivin Gauthier, wife separate as to property of Rosaire Gauthier, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate abattoirs and cold-storage warehouses and deal in food products, under the name of "Gauthier & Tremblay Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 164 Roussel Street, Ste-Anne-de-Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Georges Faucher Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1950, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, David Love, comptable, Jack B. Bobrove, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de fourrures de toutes sortes, de peaux d'animaux, habits et vêtements, sous le nom de "Georges Faucher Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100. chacune, et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Georges Faucher Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, David Love, accountant, Jack B. Bobrove, student, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer and dealer in all kinds of furs, animal skins, clothing and wearing apparel, under the name of "Georges Faucher Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100. each, and 100 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Glenvale Motors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1950, constituant en corporation: Monroe Abbey, Gregory Charlap, Max Slapack, avocats et Paul-Emile Tanguay, gérant du crédit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles et exploiter des garages, sous le nom de "Glenvale Motors Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Glenvale Motors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1950, incorporating: Monroe Abbey, Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, and Paul-Emile Tanguay, credit manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and operate garages, under the name of "Glenvale Motors Inc."

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Granby Distributors Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1950, constituant en corporation: Marcel Meunier, marchand, Henri Champagne, publiciste, et Jean Goyette, avocat, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de produits agricoles et de denrées alimentaires, sous le nom de "Granby Distributors Ltd. avec un capital de \$45,000 divisé en 450 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Granby Distributors Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1950, incorporating: Marcel Meunier, merchant, Henri Champagne, publicist, and Jean Goyette, advocate, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal generally in farm products and food-stuffs, under the name of "Granby Distributors Ltd.", with a capital stock of \$45,000 divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Gustave Dufour & Fils, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1950, constituant en corporation: Gustave Dufour, contracteur, Dame Gustave Dufour, ménagère, et J. Elias Gagné, notaire, tous de la Malbaie, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général en vêtements, ameublements, quincaillerie, bijouterie, épicerie, et charcuterie, sous le nom de "Gustave Dufour & Fils, Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Gustave Dufour & Fils, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1950, incorporating: Gustave Dufour, contractor, Dame Gustave Dufour, housewife, and J. Elias Gagné, notary, all of la Malbaie, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on business as general merchant, dealing, in clothing, furniture, hardware, jewellery, grocery and cooked meats, under the name of "Gustave Dufour & Fils, Inc." with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Hart Motors (Cartierville) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1950, constituant en corporation: Joseph Hart, vendeur d'automobiles, de la ville de Mont-Royal, Charles B. Henders, comptable, et Wilfrid N. Langevin, avocat, tous de la cité de Montréal, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme garagistes, et vendeurs d'automobiles et tous autres véhicules, sous le nom de "Hart Motors (Cartierville) Limited, avec un capital de \$20,000 divisé en 80 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 120 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bois-Franc, Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Hart Motors (Cartierville) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1950, incorporating: Joseph Hart, automobile dealer, of the Town of Mount-Royal, Charles B. Henders, accountant, and Wilfrid N. Langevin, advocate, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, dealers in automobiles and other vehicles, under the name of "Hart Motors (Cartierville) Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 80 preferred shares of the par value of \$100. each, and 120 common shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be in Bois Franc, Ville St. Laurent, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Hollywood Jewellery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 27 avril 1950, constituant en corporation: Leon Wildstein, Szymon Zimmet, gérants, et Mary Steiman, secrétaire, tous de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et vendeurs de bijouterie et nouveautés, sous le nom de "Hollywood Jewellery Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le vingt-sept avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Hollywood Jewellery Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1950, incorporating: Leon Wildstein, Szymon Zimmet, managers, and Mary Steiman, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers of jewellery and novelties, under the name of "Hollywood Jewellery Inc.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Hôtel L'Hermine Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1950, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Raymond Lacasse, comptable, et Jeanne Drouin, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "Hôtel L'Hermite Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Bernard de Lacolle, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Hôtel L'Hermine Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May 1950, incorporating: Leo Davignon, accountant, Raymond Lacasse, accountant, and Jeanne Drouin, stenographer, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel keepers, under the name of "Hôtel L'Hermine Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10. each, and 7,000 preferred shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at St. Bernard de Lacolle, Judicial District of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**J. Adrien Boivin Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1950, constituant en corporation: J. Adrien Boivin, entrepreneur général, Omer Pouliot, C.A., comptable, et Henri Beaupré, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneur général et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "J. Adrien Boivin Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 27, Sir Adolphe Routhier, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**J. Adrien Boivin Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, incorporating: J. Adrien Boivin, general contractor, Omer Pouliot, C.A., accountant, and Henri Beaupré, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractor and deal in building materials, under the name of "J. Adrien Boivin Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 400 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 27 Sir Adolphe Routhier, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**J. A. Lebel & Fils, Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1950, constituant en corporation: Mariette St-Arnaud, Betty Pomerantz et Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou faire le commerce de meubles et mobiliers de maisons, sous le nom de "J. A. Lebel & Fils, Ltée", avec un capital de \$75,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**J. A. Lebel & Fils, Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1950, incorporating: Mariette St-Arnaud, Betty Pomerantz and Claire Taylor, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and household furnishings, under the name of "J. A. Lebel & Fils, Ltée", with a capital stock of \$75,000 divided into 500 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**John Vacchino Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1950, constituant en corporation: Lionel Laprade, Geoffroy Birtz, avocats, et Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer le commerce et les activités d'entrepreneurs et constructeurs en général, sous le nom de "John Vacchino Limitée", avec un capital de \$45,000, divisé en 450 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10555, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**John Vacchino Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1950, incorporating: Lionel Laprade, Geoffroy Birtz, advocates, and Gabrielle Lahaie, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the business and activities of general contractors and builders, under the name of "John Vacchino Limitée", with a capital stock of \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10555 St. Lawrence Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**John Wilson Coal Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1950, constituant en corporation: Odd Samuelsen, marchand, de la ville de Mont-Royal, William McGowan, gérant des ventes, de la ville de St-Laurent, et Georges L'Heureux, gérant de bureau, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du charbon et de combustible de toutes sortes, sous le nom de "John Wilson Coal Co. Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**John Wilson Coal Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1950, incorporating: Odd Samuelsen, merchant, of the Town of Mount-Royal, William McGowan, sales manager, of the Town of St. Laurent, and Georges L'Heureux office manager, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in coal and all kinds of fuel, under the name of "John Wilson Coal Co. Ltd."

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Laboratoire Algérie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1950, constituant en corporation: Roland Pagé, commis-voyageur, de Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal, P-Ferdinand Potvin, surintendant du transport, Alfréda Morissette, secrétaire et Henri Chaurrette, comptable licencié, ces trois derniers des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des pharmacies de Québec, exercer la fabrication et le commerce de produits chimiques et pharmaceutiques, sous le nom de "Laboratoire Algérie Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Laboratoire Algérie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1950, incorporating: Roland Pagé, commercial traveller, of the Town of St-Laurent, judicial district of Montreal, P. Ferdinand Potvin, superintendant of transport, Alfréda Morissette, secretary, and Henri Chaurrette, licensed accountant, these three latter of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, to manufacture and deal in chemical and pharmaceutical products, under the name of "Laboratoire Algérie Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**La Cie d'Habitation Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1950, constituant en corporation: Aurèle L'Étang, Rosaire Laferrière, employés civils, George Amyot, marchand de bois, et Josaphat Devot, cultivateur, tous de la Pointe de Gatineau, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "La Cie d'Habitation Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la Pointe de Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le deux mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**La Cie d'Habitation Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1950, incorporating: Aurèle L'Étang, Rosaire Laferrière, civil servants, George Amyot, lumber merchant, and Josaphat Devot, farmer, all of Gatineau Point, judicial district of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of general builders and contractors, under the name of "La Cie d'Habitation Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Point Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**La Colonie du Cap (Inc.)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1950, constituant en corporation sans capital-actions: MM. les abbés Louis-Georges Lamontagne, Pierre Bélanger, prêtres, et Maurice-C. Laniel, avocat, de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un camp d'été pour des garçons de dix à seize ans, sous le nom de "La Colonie du Cap (Inc)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**La Colonie du Cap (Inc.)**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbés Louis Georges Lamontagne, Pierre Bélanger, priests, and Maurice C. Laniel, advocate, of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To establish and maintain a summer camp for boys from ten to sixteen years of age, under the name of "La Colonie du Cap (Inc)".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**L'Affiche Française Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1950, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, avocats, et Dianna Rudin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans tout genre de publicité, sous le nom de "L'Affiche Française Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**L'Affiche Française Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, incorporating: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, advocates, and Dianna Rudin, secretary, all of the city and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in all kinds of advertising, under the name of "L'Affiche Française Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**L'Aide à l'Éducation de l'École Supérieure de Granby, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

**L'Aide à l'Éducation de l'École Supérieure de Granby, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Avery, courtier, Emile Isabelle, agent, Carolus Marquis, contracteur, P.-H. Boivin, Jules Crevier, manufacturiers, J.-A. Comeau, marchand, Gérard Southière, notaire, R.-P. Robert, homme d'affaires, et Doris Robert, avocat, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Promouvoir la charité et la fraternité chez les anciens élèves et les amis de l'École Supérieure de Granby, sous le nom de "L'Aide à l'Éducation de l'École Supérieure de Granby, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le deux mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27733-o L. DÉSILETS.

### La Polyclinique de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1950, constituant en corporation sans capital-actions: André Lachance, pharmacien, les docteurs Sylvio LeBlond, Jules-Ed. Dorion, Paul Rochette, Jean Rousseau, Serge Donati, Roger Gauvin, médecins, tous de la cité de Québec, et J.-Aristide Tardif, Fernand Bellemare, médecins, de Lévis, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Établir un centre de clinique, de consultation, d'analyse, de recherche, de diagnostic et de traitement médicaux et paramédicaux, sous le nom de "La Polyclinique de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation, sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatre mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS. 27753

### Lazar Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 27 avril 1950, constituant en corporation: Abraham Jacob Fosenstein, Eric Hyman Feigelson, avocats et Harry Bernard Zarr, marchand, tous de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs-généralistes, sous le nom de "Lazar Construction Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le vingt-sept avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS. 27753-o

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Avery, broker, Emile Isabelle, agent, Carolus Marquis, contractor, P. H. Boivin, Jules Crevier, manufacturers, J. A. Comeau, merchant, Gérard Southière, notary, R. P. Robert, business man, and Doris Robert, advocate, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To promote charity and fraternity amongst the former pupils and friends of "l'École Supérieure de Granby", under the name of "L'Aide à l'Éducation de l'École Supérieure de Granby, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

### La Polyclinique de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: André Lachance, pharmacist, Doctors Sylvio LeBlond, Jules Ed. Dorion, Paul Rochette, Jean Rousseau, Serge Donati, Roger Gauvin, physicians, all of the city of Quebec, and J. Aristide Tardif, Fernand Bellemare, physicians, of Lévis, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish a centre for use as a clinic for consultation, analysis, research, diagnosis and medical and paramedical treatment, under the name of "La Polyclinique de Québec".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

### Lazar Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1950, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, Eric Hyman Feigelson, advocates, and Harry Bernard Zarr, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Lazar Construction Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares having a par value of \$100. each, and 200 preferred shares of a par value of \$100.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**L'Édifce Montmorency Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1950, constituant en corporation: Gaston Pratte, courtier en assurances, Paul Desrochers, courtiers, en valeurs mobilières, et Jean Rémillard, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de "L'Édifce Montmorency Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**L'Édifce Montmorency Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1950, incorporating: Gaston Pratte, insurance broker, Paul Desrochers, securities broker, and Jean Rémillard, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "L'Édifce Montmorency Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Le Manoir Charles de Foucauld**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Mgr Ferdinand Vandry, recteur de l'Université Laval, Napoléon-M. Lagueux, industriel, J.-Albert Bédard, entrepreneur, Guy Bazin, comptable, tous quatre de la cité de Québec, Roch Poulin, directeur du Manoir Charles de Foucauld, Giffard, Dr. J.-Aristide Tardif, médecin, de Lévis, et Émilien Rochette, marchand, de Charlesbourg, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Établir des maisons d'assistance et de protection de la jeunesse, sous le nom de "Le Manoir Charles de Foucauld".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Giffard, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatre mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Le Manoir Charles de Foucauld**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Mgr Ferdinand Vandry, rector of the Laval University, Napoléon M. Lagueux, industrialist, J. Albert Bédard, contractor, Guy Bazin, accountant, all four of the city of Québec, Roch Poulin, director of Le Manoir Charles de Foucauld, Giffard, Dr. J. Aristide Tardif, physician, of Lévis, and Émilien Rochette, merchant, of Charlesbourg, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish houses for the help and protection of youth, under the name of "Le Manoir Charles de Foucauld".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Giffard, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Le Marché Canadien Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1950, constituant en corporation: Louis-Philippe Laroche, commerçant, de Chambord, Joseph-Alfred Bélanger, dentiste, et W.-Hidola Girard, avocat, ces deux derniers de Roberval, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie, de ferronnerie, de restaurateurs, de chaussures, de matériaux de construction, sous le nom de "Le Marché Canadien Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambord, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Le Marché Canadien Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1950, incorporating: Louis-Philippe Laroche, trader, of Chambord, Joseph Alfred Bélanger, dentist, and W. Hidola Girard, advocate, the two latter of Roberval, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in groceries, ironware, act as restaurant-keeper, deal in footwear, building materials, under the name of "Le Marché Canadien Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chambord, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Lenox Board Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1950, constituant en corporation: John Maguire, industriel, de Eaton Corner, Alphonse Trudeau, industriel, et Onas Gagnon, entrepreneur, ces deux derniers de Sherbrooke, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction ou manufacturer des machines pour ouvrir ou produire tels matériaux, sous le nom de "Lenox Board Co. Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Lenox Board Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, incorporating: John Maguire, industrialist, of Eaton Corner, Alphonse Trudeau, industrialist, and Onas Gagnon, contractor, the two latter of Sherbrooke, all of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, or manufacture machines to work or produce such materials, under the name of "Lenox Board Co. Limited", with a capital stock of \$60,000, divided into 6,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Le Patronage Saint-Vincent de Paul de Québec**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1950, constituant en corporation "Le Patronage Saint-Vincent de Paul de Québec".

Le siège social de la dite corporation est en la cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 21 juin 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
27800-o JEAN BRUCHÉSI.

**Le Patronage Saint-Vincent de Paul de Québec**

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1950, incorporating "Le Patronage Saint-Vincent de Paul de Québec".

The head office of the said corporation will be in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of June, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
27800 Under Secretary of the Province.

**Les Meubles Drouin Ltée Drouin Furniture Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1950, constituant en corporation: Alphonse Drouin, industriel, de Ste-Agathe, Pierre-Célestin Falardeau, industriel, et Louis-Philippe Falardeau, étudiant, ces deux derniers de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce et l'industrie de manufacturier et marchand de meubles, sous le nom de "Les Meubles Drouin, Ltée" — "Drouin Furniture Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions communes sans valeur au pair ou nominale, en 600 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$50 et 200 actions privilégiées classe "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Les Meubles Drouin Ltée Drouin Furniture Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1950, incorporating: Alphonse Drouin, industrialist, of Ste-Agathe, Pierre Célestin Falardeau, industrialist, and Louis Philippe Falardeau, student, these two latter of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general the trade and business of furniture manufacturer and dealer, under the name of "Les Meubles Drouin Ltée" — "Drouin Furniture Ltd."

The capital stock of the company is divided into 2,000 common shares having no par or nominal value, into 600 Class "A" preferred shares of a par value of \$50 and 200 Class "B" preferred shares, of a par value of \$100 each; and the amount with which the company will commence operations is \$15,000.

The head office of the company will be at Ste. Agathe, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Lessard Construction Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1950, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, Eric Hyman Feigelson, avocats, et Harry Bernard Zarr, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Lessard Construction Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Lessard Construction Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1950, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, Eric Hyman Feigelson, advocates, and Harry Bernard Zarr, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Lessard Construction Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares having a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Levesque Auto Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1950, constituant en corporation: Louis-Philippe Pelletier, comptable, René Levesque, commis, et Blaise Fournier, avocat, tous de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire le commerce des véhicules automobiles ou autres, ainsi que des marchandises s'y rapportant, sous le nom de "Levesque Auto Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 26a, rue Fraser, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Levesque Auto Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, incorporating: Louis Philippe Pelletier, accountant, René Levesque, clerk, and Blaise Fournier, advocate all of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To deal in motor and other vehicles, and also in any merchandise connected therewith, under the name of "Levesque Auto Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 26a Fraser Street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Librairie Flammarion Paris-Montréal Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1950, constituant en corporation: Guy Boulizon, professeur, de la cité d'Outremont, Pierre d'Allemagne, ingénieur professionnel, de ville Mont-Royal, et Roger Brassard, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de librairie, sous le nom de "Librairie Flammarion Paris-Montréal Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Librairie Flammarion Paris-Montréal Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1950, incorporating: Guy Boulizon, professor, of the city of Outremont, Pierre d'Allemagne, professional engineer, of the Town of Mount Royal, and Roger Brassard, advocate, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the stationery business, under the name of "Librairie Flammarion Paris-Montréal Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Machineries Diverses Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**Machineries Diverses Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1950, constituant en corporation: Jacques Trempe, Romuald Morin, agents et Thérèse Jollette, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits articles et marchandises faits de cuir, caoutchouc, métaux ou autres matériaux, sous le nom de "Machineries Diverses Cie Ltée", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**Merchants Trading Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt avril 1950, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, Ralph C. Tees, officier d'une compagnie de fiducie, tous deux de la cité de Westmount, et Stanley Stanger, officier d'une compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement faire le commerce de brosses, balais, époussettes et vadrouilles, ainsi que fils, tissus, fibres, soies, crins, crin de cheval, nylon, plastique et tous leurs ingrédients et produits, sous le nom de "Merchants Trading Ltd.", avec un capital de \$3,000 divisé en 600 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS,

**Morantz Beef Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mai 1950, constituant en corporation: Samuel D. Rudenko, avocat et conseil en loi du Roi, Clarence R. Gross, avocat, Louis Diner, avocat et conseil en loi du Roi et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de viandes et de produits agricoles et maraichers de toutes sortes, sous le nom de "Morantz Beef Company Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**P. A. Langelier Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1950, incorporating: Jacques Trempe, Romuald Morin, agents, and Thérèse Jollette, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made of leather, rubber, metal or other material, under the name of "Machineries Diverses Cie Ltée, with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Merchants Trading Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1950, incorporating: Seymour Elkin, notary, Ralph C. Tees, trust company officer, both of the City of Westmount, and Stanley Stanger, trust company officer, of the Town of Hampstead, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in brushes, brooms, whisks and mops, and in yarn, fabrics, fibres, bristles, hair, horseshair, nylon, plastic and all ingredients and products thereof, under the name of "Merchants Trading Ltd.", with a capital stock of \$3,000, divided into 600 shares of \$5. each.

The head office of the Company will be at 614 St. James St. W. Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Morantz Beef Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1950, incorporating: Samuel D. Rudenko, advocate and King's Counsel, Clarence R. Gross, advocate, Louis Diner, advocate and King's Counsel, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal for the following purposes:

To carry on the business of dealers in meat and farm and garden produce of all kinds, under the name of "Morantz Beef Company Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of the par value of \$100. each, and 300 preferred shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**P. A. Langelier Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1950, constituant en corporation: Paul-André Langelier, maître-électricien, Joseph-Napoléon Langelier, ingénieur professionnel, Jean-Jacques Bisailon, avocat, et Yvette Marcoux, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres d'appareils électriques, machineries et accessoires, et sujet aux dispositions de la Loi des électriciens et inst. élec. (S.R.Q. 1941 ch. 172), exercer les opérations de constructeurs ou entrepreneurs généraux en électricité, sous le nom de "P. A. Langelier Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,

27753-o

L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, incorporating: Paul André Langelier, master electrician, Joseph Napoléon Langelier, professional engineer, Jean Jacques Bisailon, advocate, and Yvette Marcoux, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of electrical apparatus machinery and accessories, and subject to the provisions of the Electricians and Electric Installations Act (R.S.Q. 1941, ch. 172) to carry on business as general builders or electrical contractors, under the name of "P. A. Langelier Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

#### Plomberie Montréal Limitée Montreal Plumbing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1950, constituant en corporation: Côme Sarasin, entrepreneur-plombier, Fernand Brodeur, Candide Girard, compagnons-plombiers, Charles Lefebvre, estimateur, et Maurice Lapierre, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux et plombiers, sous le nom de "Plomberie Montréal Limitée"—"Montreal Plumbing Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,

27753-o

L. DÉSILETS.

#### Plomberie Montréal Limitée Montreal Plumbing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1950, incorporating: Côme Sarasin, plumbing contractor, Fernand Brodeur, Candide Girard, plumbers' journeymen, Charles Lefebvre, appraiser, and Maurice Lapierre, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as general contractors and plumbers, under the name of "Plomberie Montréal Limitée"—"Montreal Plumbing Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

#### Prince of Wales Sweets Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mai 1950, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, avocat, Juliette Mailloux et Marcelle Carbonneau, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme pourvoyeurs et propriétaires de restaurant, sous le nom de "Prince of Wales Sweets Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1950.

L'Assistant-procureur général,

27753

L. DÉSILETS.

#### Prince of Wales Sweets Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1950, incorporating: Raymond Leboeuf, advocate, Juliette Mailloux and Marcelle Carbonneau, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the business of purveyors and restaurant owners, under the name of "Prince of Wales Sweets Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Verdun, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**P. & T. Garage Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze mars 1950, constituant en corporation: Moe Liberman, comptable, Claire Taylor, et Betty Pomerantz, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce ou le commerce d'automobiles et exploiter un garage, sous le nom de "P. & T. Garage Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

**P. & T. Garage Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the fifteenth day of March, 1950, incorporating: Moe Liberman, accountant, Claire Taylor, and Betty Pomerantz, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with automobile and operate a garage, under the name of "P. & T. Garage Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100, each, and 100 common shares having a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

**Rigaud Automobile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1950, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, avocat, Alphonse Bégin et Hervé Forget, comptables agréés, tous des cité et district judiciaires de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et le commerce de voitures-automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Rigaud Automobile Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Rigaud Automobile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1950, incorporating: Charles Edouard Bertrand, advocate, Alphonse Bégin, and Hervé Forget, chartered accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles and other vehicles under the name of "Rigaud Automobile Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Road and Bridge Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1950, constituant en corporation: Dr Gérard Noël, médecin, de St-Gédéon, Percy Flynn, avocat, de Sillery, et Roger Mercier, comptable, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Road and Bridge Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 4,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753-o L. DÉSILETS.

**Road and Bridge Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1950, incorporating: Dr. Gérard Noël, physician, of St-Gédéon, Percy Flynn, advocate, of Sillery, and Roger Mercier, accountant, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general contractors and builders under the name of "Road and Bridge Limited",

The capital stock of the company will be divided into 4,000 shares without par or nominal value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is \$20,000.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753 Deputy Attorney General.

**Show-Mart Incorporated**  
**Palais du Commerce Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1950, constituant en corporation: J.-Rolland Dansereau, gérant, J.-Alphonse Lemay, comptable, C. A., Romain Bédard, comptable, C. A., Ronald Dansereau, comptable, William-Roméo Berlinguette, vendeur, tous cinq de la cité de Montréal, Émile St-Pierre, vendeur, Médard Leduc, comptable, tous deux de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, et Joseph-Ovila Roberge, gérant, de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, J.-Antonio Pilon, vendeur, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, louer ou disposer de bâtisses ou fonds de terre pour fins d'expositions de marchandises, d'exploitation d'hôtels, de restaurants et autres commerces, sous le nom de "Show-mart Incorporated" — "Palais du Commerce Incorporé", avec un capital de \$500,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, et en 4,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
 27753-0 L. DÉSILETS.

**Tansey, Dillon, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six avril 1950, constituant incorporation: Herbert Owen Tansey, agent d'assurance, Edward H. Dillon, comptable public, et Laurette Dupuis, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, et des règlements faits en vertu de cette loi, exercer le commerce de courtiers ou agents d'assurance, sous le nom de "Tansey, Dillon, Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1950.

L'Assistant-procureur général,  
 27753 L. DÉSILETS.

**Trubenizing Service Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mai 1950, constituant en corporation: James H. Collyer, administrateur en publicité, de la ville de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne, Maurice D. Heller, marchand, des cité et district judiciaire de Montréal, et Leslie L. Zukmann, administrateur des cité et État de New-York, un des États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Exploiter un service de "Trubenizing" qui consiste à superposer au moyen d'un certain

**Show-Mart Incorporated**  
**Palais du Commerce Incorporé**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1950, incorporating: J. Rolland Dansereau, manager, J. Alphonse Lemay, accountant, C. A., Romain Bédard, accountant, C. A., Ronald Dansereau, accountant, William Roméo Berlinguette, salesman, all five of the city of Montreal, Émile St-Pierre, salesman, Médard Leduc, accountant, both of Verdun, all of the judicial district of Montreal, and Joseph Ovila Roberge, manager, of Drummondville, judicial district of Arthabaska, J. Antonio Pilon, salesman, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To build, acquire, lease or dispose of building or landed property for the purpose of exhibiting merchandise, operating hotels, restaurants or other businesses, under the name of "Show-Mart Incorporated" — "Palais du Commerce Incorporé", with a capital stock of \$500,000 divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each, and 4,500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
 27753 Deputy Attorney General.

**Tansey, Dillon, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1950, incorporating: Herbert Owen Tansey, insurance agent, Edward H. Dillon, public accountant, and Laurette Dupuis, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, and rules made thereunder, to carry on the business of insurance brokers or agents, under the name of "Tansey, Dillon, Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,  
 27753-0 Deputy Attorney General.

**Trubenizing Service Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1950, incorporating: James H. Collyer, advertising executive, of the Town of Rosemère, Judicial District of Terrebonne, Maurice D. Heller, merchant, of the City and Judicial District of Montreal, and Leslie L. Zukmann, executive, of the City and State of New-York, one of the United States of America, for the following purposes:

To operate a trubenizing service, that is uniting by a process, textile layers in semi-finished or

procédé, des couches de textiles pour obtenir des articles vestimentaires semi-finis ou finis, sous le nom de "Trubenizing Service Co. Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 200 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
27753 L. DÉSILETS.

finished articles of wearing apparel, under the name of "Trubenizing Service Co. Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 200 shares of \$50 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
27753-o Deputy Attorney General.

### Actions en séparation de biens

### Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 20,056. Dame Julienne Plouffe, demanderesse, vs Rolland Desjardins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8e jour de juin 1950.

Saint-Jérôme, le 14 juin 1950.  
Le Procureur de la demanderesse,  
27754-o LUCIEN THINEL.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court: No. 20,056. Dame Julienne Plouffe, plaintiff; vs Rolland Desjardins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 8th day of June, 1950.

Saint-Jérôme, June 14, 1950.  
LUCIEN THINEL,  
27754 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 286737. Dame Béatrice Thibaudeau, ménagère, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Marcel Leroux, graveur, demanderesse, vs Marcel Leroux, graveur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12ième jour de juin 1950.

Montréal, le 13ième jour de Juin 1950.  
Le Procureur de la demanderesse,  
27755-o LEWIS K. FREEDMAN.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 286737. Dame Béatrice Thibaudeau, housewife, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Marcel Leroux, engraver, plaintiff, vs Marcel Leroux, engraver, of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on June 12th, 1950.

Montreal, June the 13th, 1950.  
LEWIS K. FREEDMAN,  
27755-o Attorney for the plaintiff.

### Arrêtés en Conseil

### Orders in Council

#### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 697

Québec, le 14 juin 1950.

#### ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 697

Quebec, June 14, 1950.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNANT des modifications aux règlements pris en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

CONCERNING amendments to the by-laws under the Pipe Mechanics Act.

ATTENDU QUE la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Chapitre 173 des Statuts refondus de Québec, 1941) donne juridiction au bureau des examinateurs sur les systèmes de brûleurs à l'huile (lesquels constituent un système de combustion);

WHEREAS the Pipe Mechanics Act (Chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec 1941) gives jurisdiction to the Board of Examiners over oil burner systems (which constitute a combustion system);

ATTENDU QU'il est nécessaire, au point de vue de la sécurité publique, de faire subir aux entrepreneurs et compagnons les examens de qualification requis par la loi pour les mécaniciens en tuyauterie;

WHEREAS it is necessary, for purposes of public safety, to examine contractors and journeymen, as required by the Act for pipe mechanics;

ATTENDU QU'il y a lieu de réglementer d'une façon particulière cette sous-classification de métier;

WHEREAS it is advisable to make particular regulations for this section of the trade;

IL EST ORDONNÉ EN CONSÉQUENCE, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, THEREFORE, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

QUE soient approuvées les modifications aux règlements pris en exécution de la loi des mécaniciens en tuyauterie, édictés par l'arrêté ministériel numéro 1117 du 16 mai 1934, dont copie est annexée à la proposition susdite.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

MODIFICATIONS SUR règlements pris en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

1° L'article 2 desdits règlements est modifié en ajoutant, après ce dit article, les articles suivants:

2a. Les entrepreneurs poseurs de brûleurs à l'huile pour chauffage central, faisant exclusivement de telles installations, doivent obtenir la licence E B tel que mentionné à l'article 2 des présents règlements et se rapportant à des travaux techniques spéciaux. Cette licence ne leur sera accordée que sous la condition de l'obtention de la licence C B.

2b. Les ouvriers poseurs de brûleurs à l'huile doivent obtenir la licence C B se rapportant à des travaux techniques spéciaux. L'apprentissage sera d'une année plus un stage d'une autre année à titre de compagnon junior. Après avoir subi avec succès les examens requis l'ouvrier obtiendra ladite licence C B.

27768-o

THAT the amendments to the regulations under the Pipe Mechanics Act, enacted by Order in Council number 1117 of May 16, 1934, copy of which is annexed to the above-mentioned recommendation, be approved.

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

AMENDMENTS to the by-laws under the Pipe Mechanics Act.

1. Article 2 of the said regulations is amended by adding the following articles thereto:

2a. Contractors engaged exclusively in the installation of oil burners for central heating shall obtain license E B, as mentioned in article 2 of the present regulations, which applies to special technical operations. This license shall only be issued upon compliance with the conditions required for license C B.

2b. Employees engaged in the installation of oil burners shall obtain license C B issued for special technical operations. The duration of apprenticeship shall be one year, and another year shall be worked in the capacity of junior journeyman. After he has passed the examinations required, the employee shall obtain the said license C B.

27768-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 698

Québec, le 14 juin 1950.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire.

ATTENDU que, d'accord avec l'article 29 de la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie, chapitre 173, S.R.Q. 1941 et amendements, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire des règlements pour dispenser de l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire toute municipalité où est en vigueur un règlement municipal assurant au public une protection sanitaire au moins équivalente à celle que prévoient ces règlements;

ATTENDU que la Cité de Hull avait été exemptée desdits règlements par l'arrêté ministériel numéro 965 du 30 juin 1948 du fait qu'elle estimait, à l'époque, ses propres règlements de plomberie satisfaisants;

ATTENDU que par résolution adoptée le 9 août 1949 le Conseil de la Cité de Hull a prié le Ministre du Travail de radier la Cité de Hull de la liste des municipalités exemptées desdits règlements provinciaux;

EN CONSÉQUENCE, IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la Cité de Hull soit radiée de la liste des municipalités exemptées de l'application des règlements provinciaux de plomberie, que l'arrêté ministériel 965 du 30 juin 1948 soit annulé conformément à son vœu et que l'arrêté ministériel 208 du 30 janvier 1947, promulguant le Code de plomberie de la province de Québec, et ses amendements, s'applique, à compter de ce jour, à ladite Cité de Hull.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

27768-o

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 698

Quebec, June 14, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the application of the provincial sanitary plumbing by-laws.

WHEREAS, pursuant to section 29 of the Pipe Mechanics Act, chapter 173, R.S.Q. 1941 and amendments, the Lieutenant-Governor in Council may make by-laws to exempt from the enforcement of the provincial plumbing by-laws any municipality with a municipal by-law insuring a sanitary protection at least equivalent to that provided for in the said by-laws;

WHEREAS the City of Hull had been exempted from the said by-laws by Order in Council number 965 of June 30, 1948, because, at the time, its own plumbing by-laws were deemed satisfactory;

WHEREAS, by resolution adopted on August 9, 1949, the City Council of Hull requested the Minister of Labour to strike the City of Hull off the list of municipalities exempted from the said provincial by-laws;

THEREFORE, IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the City of Hull be stricken off the list of municipalities exempted from the application of the provincial plumbing by-laws, that Order in Council 965 of June 30, 1948, be annulled and that Order in Council 208 of January 30, 1947, promulgating the Plumbing Code of the Province of Quebec, and its amendments, apply, from this day on, to the City of Hull.

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

27768-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 699

Québec, le 14 juin 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'Industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 384 du 14 avril 1949 (section "B") soit prolongé jusqu'au 31 août 1950 aux mêmes taux et conditions. (Document "C" annexé à l'arrêté)

27768-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 699

Quebec, June 14, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section, of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 384 of April 14, 1949 (part "B"), be extended until August 31, 1950, with the same rate and conditions.

(Document "C" annexed to the Order)

27768-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 699.

Quebec, le 14 juin 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 2678 du 12 juillet 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 mai 1950;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 2678, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article II:

"Les salariés permanents ou préposés à l'entretien des établissements manufacturiers ou industriels bénéficiant d'un contrat de louage de services pour une période d'au moins six mois, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret."

(Document "F" annexé à l'arrêté)

27768-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 699

Quebec, June 14, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 2678 of July 12, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 6, 1950;

WHEREAS the objections thereto have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2678, be amended as follows:

The following paragraph is added at the end of section II:

"The permanent employees or maintenance men in manufacturing or industrial establishments who benefit by a labour hiring contract for a minimum period of six months are not governed by the provisions of the present decree".

(Document "F" annexed to the Order)

27768-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 699

Québec, le 14 juin 1950.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif  
aux travailleurs en fourrure — commerce de  
gros — dans la région de Montréal.IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'hono-  
rable Ministre du Travail:QUE le décret numéro 3723 du 6 octobre 1944  
et amendements, relatif aux travailleurs en  
fourrure — commerce de gros — dans l'île de  
Montréal et le territoire compris dans un rayon  
de 50 milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au  
31 août 1950.

(Document "G" annexé à l'arrêté.)

A. MORISSET,

27768-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 699

Quebec, June 14, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an extension of the decree relating  
to the fur workers — wholesale trade — in the  
district of Montreal.IT IS ORDAINED, upon the recommendation  
of the Honourable the Minister of Labour,THAT the decree number 3723 of October 6,  
1944, and amendments, relating to the fur  
workers — wholesale trade — in the Island of  
Montreal and the territory comprised in a  
radius of 50 miles around its limits, be extended  
until August 31, 1950.

(Document "G" annexed to the Order.)

A. MORISSET,

27768-o

Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de  
"Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léandre", pour  
l'étude, la défense et le développement des inté-  
rêts économiques, sociaux et moraux de ses  
membres, a été autorisée par le Secrétaire de la  
Province le 12 juin 1950.Le siège social du syndicat professionnel pré-  
cité est situé à Saint-Léandre, comté de Ma-  
tane.Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

27756-o

## QUEBEC WINTER CLUB, INC.

Règlement N° trois (révisé)

"Le règlement N° trois de "Quebec Winter  
Club, Inc.", augmentant le nombre des direc-  
teurs du club de douze à quatorze, est, par les  
présentes, révoqué;et le nombre des directeurs de "Quebec Winter  
Club, Inc." est, par les présentes, diminué à  
neuf."Vraie copie certifiée du règlement N° trois  
(révisé) de "Quebec Winter Club, Inc.", tel  
qu'approuvé et décrété à l'unanimité par les  
membres de ce club présents à l'assemblée  
annuelle tenue à Québec le 27 septembre 1948.

Daté à Québec, le quatre mai 1950.

(Signé) Le Vice-président,

W. E. SOLES.

(Signé) Le Secrétaire honoraire,

27757 (Signé) ISABEL McCARTNEY.

Avis est par les présentes donné que l'hono-  
rable Secrétaire de la Province a dûment reçu  
le troisième original de la déclaration de fonda-  
tion du syndicat coopératif "Syndicat de

## Miscellaneous Notice

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the  
name of "Le Syndicat de l'U.C.C., de St-Léan-  
dre", for the study, defence and promotion of  
the economic, social and moral interests of its  
members, has been authorized by the Provincial  
Secretary on June 12, 1950.The principal place of business of the said  
professional syndicate is at Saint-Léandre,  
county of Matane.JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

27756

## QUEBEC WINTER CLUB, INC.

By-Law No. three (revised)

"By-Law No. Three of "Quebec Winter  
Club, Inc.", increasing the number of Directors  
of the Club from twelve to fourteen, is hereby  
repealed;and the number of the Directors of "Quebec  
Winter Club, Inc." is hereby decreased to nine."Certified a true copy of By-Law No. Three  
(Revised) of "Quebec Winter Club, Inc.", as  
unanimously approved and enacted by the  
Members of such Club present at the Annual  
Meeting held at Quebec on 27th September,  
1948.Dated at Quebec, this fourth day of May,  
1950.

(Signed) W. E. SOLES,

Vice-President,

(Signed) ISABEL McCARTNEY,

27757-o

Honorary Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable  
the Provincial Secretary has duly received the  
third copy of the original of the declaration of  
foundation of the cooperative syndicate "Syn-

Sciage de Ste-Anne-Roquemaure", en date du 15 mai 1950, dont le siège social est situé à Ste-Anne-de-Roquemaure, comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 2 juin 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
27758-o JEAN BRUCHÉSI.

dicat de Sciage de Ste-Anne-Roquemaure", under date the fifteenth day of May, 1950, whereof the head office is at Ste-Anne-de-Roquemaure, county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of June, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
27758 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Saint-Côme", en date du 4 mai 1950, dont le siège social est situé à Saint-Côme, comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 9 mai 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
27764-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Saint-Côme", under date the 4th day of May, 1950, whereof the head office is at Saint-Côme, county of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
27764 Under Secretary of the Province.

DAVERNA MILLS LIMITED

Règlement 22

Que le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq. Montréal, 6 juin 1950.

(Sceau) Le Secrétaire,  
27795 HIROSHI OKUDA.

DAVERNA MILLS LIMITED

By-Law 22

That the number of the Directors of the Company is hereby increased from four to five. Montreal, June 6th, 1950.

(Seal) HIROSHI OKUDA,  
27795-o Secretary.

JOSHAR INCORPORATED

Amendement au règlement No 3(a)

Le nombre des directeurs de la compagnie "Joshar Incorporated" sera augmenté de trois à quatre directeurs, et le règlement, N° 3(a), tel qu'amendé, se lira en partie comme suit:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre directeurs."

Certifié sous le sceau corporatif de la compagnie comme étant une vraie copie de l'amendement au règlement (N° 3(a) des règlements de la compagnie.

(Sceau) JOSHAR INCORPORATED,  
Par le Secrétaire-Trésorier,  
27796 J. M. IZENBERG.

JOSHAR INCORPORATED

Amendment to By-Law No. 3(a)

The number of Directors of "Joshar Incorporated" shall be increased from three to four Directors, and By-Law No. 3(a), as amended, shall read in part as follows:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four Directors."

Certified under the corporate seal of the Company to be a true copy of the Amendment to By-Law No. 3(a) of the By-Laws of the Company.

(Seal) JOSHAR INCORPORATED,  
Per J. M. IZENBERG,  
27796-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'amendement au sous-paragraphe (a) du paragraphe 5 des règlements de "The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée annuelle tenue le 15 mai 1950, a été approuvé le 14 juin 1950 par l'Honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 juin 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
27797 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendment to sub-paragraph (a) of paragraph 5 of the by-laws of "The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc.", as adopted at the annual meeting held on May 15th, 1950, was approved on June 14th, 1950, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, the 21st day of June, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
27797-o Under Secretary of the Province.

## Chartes — Abandon de

## Charters— Surrender of

## CANADIAN BRASSIERES INC.

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Canadian Brassières Inc." donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur Général et l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qui sera fixée par eux.

Québec, le 14 juin 1950.

27759-o Le Vice-président,  
MAURICE GODBOUT.

## AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est donné que "Quebec Manganese Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), chambre 712, 637 ouest, rue Craig, Montréal, Qué., a l'intention de demander au Procureur général de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, Qué., 12 juin 1950.

27760 Le Secrétaire,  
F. G. CAISSE.

Avis est donné, que, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Commercial Realty Company" dûment convoquée à la fin de considérer cette affaire et tenue le 14 avril 1949, une résolution a été adoptée par laquelle il a été résolu que ladite compagnie soit liquidée volontairement en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q., chapitre 278 et amendements, et qu'elle soit subséquemment dissoute, et que le 3 avril 1950, William Howard Pugsley, dont l'adresse est a/s Lobley, Wanklyn & Company, Limited, 485 rue McGill, Montréal, P.Q., a été nommé liquidateur.

Daté au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 juin 1950.

27761 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS

Avis vous est par les présentes donné par "New Select Restaurant Inc.", une compagnie incorporée conformément à la partie I de la Loi des Compagnies de Québec, qu'ils présenteront une requête pour l'abandon de leur charte.

Le Secrétaire-trésorier,  
(Signé) C. PICARD.

André Fabien,  
Procureur de la Compagnie,  
477 St-François-Xavier,  
Montréal, P. Q. 27766-o

## AVIS

JACOB CONSTRUCTION LIMITÉE  
JACOB CONSTRUCTION LIMITED

Avis est par la présente donné conformément à la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "Jacob Construction Limitée"—"Jacob Construction Limited" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 15 juin 1950.

27786-o Le Secrétaire,  
PAUL-ÉMILE JACOB.

## CANADIAN BRASSIERES, INC.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Canadian Brassières Inc." hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec to obtain surrender of its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Quebec, 14th June 1950.

27759-o MAURICE GODBOUT,  
Vice-President.

## NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Notice is given that "Quebec Manganese Mines Limited" (No Personal Liability) Room 712, 637 Craig Street West, Montreal, Qué., intends to apply to the Attorney General of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, Que., June 12, 1950.

27760-o F. G. CAISSE,  
Secretary.

Notice is hereby given that, at a Special General Meeting of the Shareholders of "Commercial Realty Company" duly called for the purpose of considering the matter and held on the 14th day of April, 1949, a Resolution was adopted resolving that the said Company be wound up voluntarily under the provisions of the Winding-Up Act, R.S.Q., 1941, Chapter 278, and amending Acts, and thereafter be dissolved, and that on the 3rd day of April, 1950, William Howard Pugsley, whose address is c/o Lobley, Wanklyn & Company, Limited, 485 McGill Street, Montreal, P. Q., was appointed Liquidator.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1950.

27761-o JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## NOTICE

Notice is hereby given that the "New Select Restaurant Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, will apply for surrender of its charter.

Montreal, June 15, 1950.

(Signed) C. PICARD,  
Secretary-Treasurer.

André Fabien,  
Attorney for the Company,  
477 St-François-Xavier,  
Montréal, P.Q. 27766

## NOTICE

JACOB CONSTRUCTION LIMITÉE  
JACOB CONSTRUCTION LIMITED

Notice is hereby given that pursuant to the Quebec Companies' Act, the company "Jacob Construction Limitée"—"Jacob Construction Limited" will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, June 15, 1950.

27786-o PAUL-ÉMILE JACOB,  
Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 551-50.

Québec, le 19 juin 1950.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Bowman & Denholm, dans le comté de Gatineau, le territoire de la municipalité scolaire de Portland-Ouest, dans le comté de Papineau, et d'ériger leur territoire en une municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Poltimore", dans le comté de Gatineau.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
27801-25-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 551-50.

Quebec, June 19, 1950.

Application is made to annex to the school municipality of Bowman and Denholm, in the county of Gatineau, the territory of the school municipality of West Portland, in the county of Papineau, and to erect their territory into a separate school municipality, for Catholic taxpayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of Poltimore", in the county of Gatineau.

27801-25-2 O. J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastré officiel de la ville d'Amos, division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que dans le Bloc 69, les lots 2 à 20 sont annulés et remplacés par les lots 23 à 37 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mai 1950.  
Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
27781-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the town of Amos registration Division of Abitibi.

Notice is hereby given that in Block 6., Lots 2 to 20 are cancelled and replaced by lots 23 to 37, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 31st, 1950.  
Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
27781-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

AVIS

Cadastré officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 76-174 à 76-309, 76-311 à 76-549, 76-551 à 76-575 et une partie des lots 76-171, 76-172, 76-173, 76-310, 76-550, 76-576, 76-577 et 76-833 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
Québec, le 13 juin 1950.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
27781-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Pointe-aux-Trembles Registration Division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 76-174 to 76-309, 76-311 to 76-549, 76-551 to 76-575 and part of lots 76-171, 76-172, 76-173, 76-310, 76-550, 76-576, 76-577 and 76-833 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.  
Quebec, June the 13th, 1950.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
27781-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en Feuille, établi en exécution du décret numéro 555 du 17 mai 1950 et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 699 du 14 juin 1950 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, le 23 juin 1950. 27769-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, formed under decree number 555 of May 17, 1950, and whose corporate seat is in the city of Montreal have been approved by Order-in-Council number 699 of June 14, 1950, part "A".

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, June 23, 1950. 27769-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1914, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1675 du 10 décembre 1948 et amendements, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, Bonaventure et les parties des districts des Trois-Rivières, St-François et Arthabaska non assujettis au décret de la région de Montréal.

On demande que le paragraphe "a" de l'article IX soit remplacé par le suivant:

"a) Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir seize (16) ans révolus et ne pas être âgé de plus de vingt-cinq (25) ans. La durée de l'apprentissage est déterminée par le comité de compétence et se termine avec l'émission d'une carte de compagnon, après que l'apprenti ait obtenu avec succès ses certificats de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième année, sauf tel que prévu au paragraphe "f" du présent article."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail  
Québec, le 23 juin 1950.

27769-0

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District has submitted to him a request to amend the decree number 1675 of December 10, 1948, and amendments, relating to the printing industry in the judicial districts of Quebec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, Bonaventure and those parts of the districts of Trois-Rivières, St. Francis and Arthabaska not governed by the decree applying to the Montreal district.

It is petitioned that subsection "a" of section IX be replaced by the following:

"a) Any apprentice beginning to learn his trade shall be at least 16 years old and not more than 25. The duration of the apprenticeship is determined by the Competence Committee and ends with the issue of a journeyman's card after the apprentice has obtained his first, second, third, fourth and fifth year card, except as provided for under subsection "f" of this section."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 23, 1950.

27769-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 555 du 17 mai 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 699 du 14 juin 1950, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, jusqu'au 1er mars 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret N° 555 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations, qu'ils versent aux employés régis par le dit décret, N° 555.

b) Tous les artisans assujettis au décret N° 555 doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret numéro 555 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry whose corporate seat is in Montreal, established under decree number 555 of May 17, 1950, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 699 of June 14, 1950, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

## Levy

The period of levy shall extend from the date of the publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 1st of March 1951, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by Decree No. 555 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said Decree.

b) All the artisans subject to Decree No. 555 must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said Decree.

c) The employees governed by the said Decree No. 555 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode de perception

Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire, met à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

The professional employer shall have these reports filed and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

The professional employer shall collect at each pay period from the wages of everyone of his employees the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of the period for which the said report is required.

3. Rapport financier

Financial Report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période se terminant le 1er mars 1951.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending March 1st 1951.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DU MÉTAL EN FEUILLE  
655, Immeuble New Birks  
Montréal

FABRICATING INDUSTRY  
655 New Birks Building,  
Montreal

État des recette et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 555. Période du 1er mai 1950, au 1er mars 1951.

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the administration of Decree No. 555. Period from May 1st 1950 to March 1st, 1951.

*Recette:*

Cotisations des employeurs professionnels. . . . .	\$5,000.00
Cotisations des salariés. . . . .	5,000.00
	<u>\$10,000.00</u>

*Receipts:*

Levies from professional employers. . .	\$5,000.00
Levies from employees . . . . .	5,000.00
	<u>\$10,000.00</u>

*Déboursés:*

Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$500.00 par mois). . . . .	5,000.00
Auditeur. . . . .	175.00
Secrétaire-trésorier . . . . .	350.00
Frais légaux . . . . .	900.00
Impression et papeterie. . . . .	375.00
Frais de déplacement . . . . .	600.00
Divers et dépenses imprévues. . . . .	150.00
Jetons de présence. . . . .	1,350.00
Dépenses du bureau et divers. . . . .	1,100.00
	<u>\$10,000.00</u>

*Disbursements:*

Building Materials Joint Committee, (Services at \$500.00 per month). . .	5,000.00
Auditor. . . . .	175.00
Secretary-Treasurer. . . . .	350.00
Legal expenses. . . . .	900.00
Printing & Stationery . . . . .	375.00
Travelling expenses. . . . .	600.00
Unforeseen expenses & Sundries. . . .	150.00
Attendance fees. . . . .	1,350.00
Office expenses and miscellaneous. . .	1,100.00
	<u>\$10,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 juin 1950. 27769-o

Department of Labour,  
Quebec, June 23, 1950. 27769-o

**Département du Trésor  
Assurances**

**Treasury Department  
Insurance**

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE  
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Northern Electric Employees' Benevolent Association", constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi des assurances, Chapitre 299, S.R. 1941, et enregistrée sous le numéro 236, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement N° 1045 qui l'autorise, à compter du 7 juin 1950, à accorder à ses membres des bénéfices au décès et en cas d'accident et de maladie.

Le siège social de la société est situé à Montréal, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 8 juin 1950.

Pour le Trésorier de la Province,

27716-24-2-o **GEORGES LAFRANCE,**  
Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND  
CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Northern Electric Employees' Benevolent Association" incorporated as a mutual benefit association in accordance with the provisions of section 66 of the Quebec Insurance Act, Chapter 299, R.S. 1941, and registered under number 236, has obtained the license and certificate of registration No 1045 authorizing it, as from the 7th of June 1950, to grant to its members death, accident and sickness benefits.

The head office of the society is situate at Montreal, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 8th of June 1950.

For the Treasurer of the Province,

27716-24-2-o **GEORGES LAFRANCE,**  
Superintendent of Insurance.

**Examens du Barreau — Bar Examinations**

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Pinard .....	Bernard .....	27	Drummondville.

Victoriaville, le 14 juin 1950 — Victoriaville, June 14, 1950.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,  
**LAURENT TROTTIER,**  
Secretary of the Bar of Arthabaska.

27743-24-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

*Examens de juillet 1950 — Examinations of July, 1950*

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Beaudet .....	Roch .....	22	Mont-Joli .....	Séminaire de Rimouski & Université d'Ottawa.
Belzile .....	Aubert .....	20	Trois-Pistoles .....	Séminaire de Rimouski.
Côté .....	Yvon .....	20	Luceville .....	Séminaire de Rimouski; Collège Jean de Brébeuf & Collège Ste-Marie.

Rimouski, le 31 mai 1950 — Rimouski, May 31, 1950.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
**MAURICE TESSIER,**  
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

27743-24-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1950 — Examinations of July, 1950

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bérubé .....	Rosaire .....	25	Amqui.
Caron .....	J.-Edouard .....	25	Rimouski.

Rimouski, le 31 mai 1950 — Rimouski, May 31, 1950.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,

MAURICE TESSIER,

Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

27743-24-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

(Juillet 1950 — July 1950)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1 — Beaudoin .....	Gérald .....	21	Montréal .....	Collège Sainte-Marie.
2 — Bertrand .....	Jacques .....	21	" .....	" .....
3 — Bishop .....	John Leigh .....	20	" .....	Université McGill.
4 — Blank .....	Harry .....	24	" .....	" .....
5 — Bobrove .....	Jacob B. ....	23	" .....	Sir George Williams College.
6 — Boissonneault .....	Guy .....	19	" .....	Collège Brébeuf.
7 — Boissonneault .....	Gilles .....	21	" .....	" .....
8 — Boucher .....	Gérard .....	23	" .....	Collège André-Grasset.
9 — Bryson .....	John .....	28	" .....	Université McGill.
10 — Camirand .....	C.-Lorne .....	24	" .....	" .....
11 — Crépeau .....	J.-B. ....	27	Outremont .....	(10 Geo. VI, ch. 45).
12 — Curran .....	Romanus .....	25	Montréal .....	Université McGill.
13 — Duchesne .....	Gilles .....	19	" .....	Collège André-Grasset.
14 — Duguay .....	Gilles-L. ....	20	" .....	Collège Brébeuf.
5 — Du Mesnil .....	Mario .....	26	" .....	(10 Geo. VI, ch. 45).
16 — Dupuis .....	Pierre-Gilles .....	19	" .....	Collège Brébeuf.
17 — Farley .....	Howard H. ....	27	" .....	Université McGill.
18 — Favreau .....	Denis .....	20	" .....	Collège Sainte-Marie.
19 — Gagnon .....	Wilfrid Jr. ....	20	Outremont .....	Collège Brébeuf.
20 — Gates .....	Kenneth A. F. ....	21	Montréal .....	Université McGill.
21 — Gauthier .....	Benot .....	33	" .....	Séminaire du Sacré-Cœur.
22 — Greenbaum .....	Isidore .....	26	" .....	Sir George Williams College.
23 — Johnston .....	M. Carlyle .....	22	" .....	Université McGill.
24 — Lubell .....	Benjamin .....	29	" .....	" .....
25 — McAvoy .....	Patrick .....	23	" .....	" .....
26 — Monette .....	Gustave Jr. ....	18	" .....	Collège Stanislas.
27 — O'Toole .....	Elizabeth .....	26	" .....	Université McGill.
28 — Paris .....	Jacques-J. ....	38	" .....	Séminaire Saint-Alphonse.
29 — Phillips .....	Neil .....	25	" .....	Université McGill.
30 — Panet-Raymond .....	Antoine .....	17	Outremont .....	Collège Stanislas.
31 — Reid .....	Bernard .....	24	Montréal .....	Collège des Jésuites (Québec).
32 — Rosenhek .....	Marvin .....	20	" .....	Université McGill.
33 — Roy .....	Guy .....	19	" .....	Collège Brébeuf.
34 — Savard .....	Roger .....	22	" .....	Université de Montréal.
35 — Savoie .....	Réginald .....	21	" .....	Collège André-Grasset.
36 — Soublière .....	Hector .....	18	" .....	Collège Loyola.
37 — Strover .....	Wyndham A. ....	30	" .....	(10 Geo. VI, ch. 45).
38 — Surprenant .....	André .....	22	" .....	Collège André-Grasset.
39 — Vermette .....	Michel .....	17	Outremont .....	Université McGill.

Montréal, le 13 juin 1950 — Montreal, June 13, 1950.

Le Secrétaire,

W. E. BRONSTETTER,

Secretary.

27743-24-2-o

## BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW*Examen de juillet 1950 — Examination of July, 1950*

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1 — Alliston	A. J.	26	Montréal.
2 — Baudoin	Pierre-H.	32	"
3 — Beaudette	Raphaël	39	"
4 — Bectz	Jean	23	Ville Saint-Laurent.
5 — Bissonnette	Albert-L.	31	Montréal.
6 — Blank	Harry	25	Outremont.
7 — Boucher	Louise	24	Montréal.
8 — Boulanger	Jean	21	"
9 — Bourret	Roland	24	"
10 — Brissette	Damase	23	Longueuil.
11 — Bryson	John	28	Montréal.
12 — Cardin	Lucien	31	"
13 — Choquette	Gilbert	20	"
14 — Claxton	John Brooke	23	"
15 — Coderre	Jacques	24	Outremont.
16 — Cohen	Ralph A.	26	Montréal.
17 — Courtemanche	Henri	33	"
18 — Crépeau	John B.	27	Outremont.
19 — Crépeau	Paul	24	"
20 — Curran	Romanus	28	Ville Saint-Laurent.
21 — Daviault	André	27	Montréal.
22 — Desjardins	Pierre	24	"
23 — Dodds	John O.	27	"
24 — Ducharme	Lucien	32	"
25 — Duchesne	Jean	23	"
26 — Du Mesnil	Mario	26	"
27 — Easew	John	28	"
28 — Farley	Howard H.	28	"
29 — Fetherstonhaugh	John	23	"
30 — Franceur	François	26	"
31 — Gadbois	Jean	25	"
32 — Gagnon	Cyrille	35	"
33 — Gauthier	Benolt	33	"
34 — Goum	Gilles-G.	23	Outremont.
35 — Goulet	Jean	27	"
36 — Guilbault	Jean-Paul	31	Montréal.
37 — Hannon	Matthew S.	28	"
38 — Hugessen	E. H. K.	26	"
39 — Kandestin	Lawrence	24	"
40 — King	Neil	28	"
41 — Laberge	André	26	"
42 — Laehance	Georges	24	"
43 — Lanctôt	Denis	23	"
44 — LeBrooy	P. J.	29	"
45 — Lefebvre	Yvon	23	"
46 — Limoges	André-P.	26	"
47 — Lubell	Benjamin	29	"
48 — McAvoy	Patrick	23	"
49 — McAllister	W. Ross	30	"
50 — McDonald	George C.	31	"
51 — McGoun	Geo. A.	27	"
52 — Mackay	Kenneth	29	"
53 — Malkin	E. H.	27	"
54 — Mathieu	Guy	25	"
55 — Mayer	André	23	"
56 — Messara	Camille	24	"
57 — Nolin	Jean-Claude	26	"
58 — O'Toole	E. W.	27	"
59 — O'Toole	Elizabeth	26	"
60 — Ouellette	Jean-P.	25	"
61 — Paradis	Louis	24	"
62 — Parent	Roger	23	"
63 — Phillips	Neil	25	"
64 — Porteous	Joseph H.	32	"
65 — Prévost	Adolphe	20	"
66 — Robichaud	J. A. L.	36	"
67 — Robinson	Pierre	23	Outremont.
68 — Rodney	M. C.	24	Montréal.
69 — Rouleau	Guy	27	"
70 — Ryan	Gerald J. H. W.	26	"
71 — St-Onge	Rolland	26	"
72 — Saunders	E. E.	24	"
73 — Savard	Roger	22	"
74 — Simard	Claude	23	"
75 — Soden	James A.	27	"
76 — Strovser	Wyndham A.	30	"
77 — Talbot	René	25	"
78 — Thomas	W. D.	23	"
79 — Tremblay	Léda	33	"
80 — Wilson	Kenneth H.	25	"
81 — Lamontagne	Louis	31	"

Montréal, le 13 juin 1950 — Montreal, June 13, 1950.

27743-24-2-o

Le Secrétaire,  
W. E. BRONSTETTER,  
Secretary.

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL  
 CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT  
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW  
 Examens de juillet 1950 — Examination of July 1950

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
LeBlanc	Gilles	23	Montréal.
Leroux	J.-José	26	Montréal.
Reid	Bernard	24	Montréal.

Montréal, le 20 juin 1950 — Montreal, June 20, 1950.

27799-25-2-o

Le Secrétaire,  
 W. E. BRONSTETTER,  
 Secretary.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL  
 CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT  
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW  
 (Juillet 1950 — July 1950)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bronstein	Arthur	20	Montréal	Université McGill.
Kaplan	Joseph S.	23	Montréal	Sir George Williams College.
Préfontaine	Alain	19	Montréal	Collège Ste-Marie.
Spector	Seymour M.	20	Montréal	Université McGill.

Montréal, le 20 juin 1950 — Montreal, June 20, 1950.

27799-25-2-o

Le Secrétaire,  
 W. E. BRONSTETTER,  
 Secretary.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC  
 CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT  
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Pratte	Louis	23	Québec.
Flynn	Jean Robert	24	"
Boutet	Jean Louis	23	"
Fournier	Ginette	22	"
Gravel	Louis	24	"
Lévesque	Fernand	24	"
Bédard	Robert	32	"
Gauthier	Wilbrod	22	Deschambault.
Lagueux	Paul	23	Québec.
Pratte	Claude	25	"
Gilbert	Gabriel	23	"
Corriveau	Anatole	24	"
Chalifour	Paul	26	"
Laehance	Paul H.	23	"
Rivard	Jean	23	"
Savard	Gaston	23	"
Lotellier	Just	24	"
Choquette	Marguerite	25	"
Royer	Joseph Yves	25	"
Bélangier	Gilles	23	"
Falardeau	Louis Patrick	24	"
Drouin	Louis Olivier	25	Château Richer.
Lavoie	Thérèse LeMay	31	Québec.
Barsalou	Jacques A. J.	29	Sillery.
Morneau	Georges	23	Québec.
Perron	Jacques	26	Sainte-Marie, Beauce.
Côté	Jacques	27	Québec.
Prémont	Jacques	23	Québec.

Québec, le 14 juin 1950 — Quebec, June 14th, 1950.

27743-24-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
 J. CHARLES V. GRAVEL,  
 Secretary of the Bar of Quebec.

## BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Morency . . . . .	Jacques . . . . .	25	Québec.

Québec, le 17 juin 1950 — Quebec June 17th, 1950.

27799-25-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
J. CHARLES V. GRAVEL,  
Secretary of the Bar of Quebec.

## BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Fortier . . . . .	Simon . . . . .	21	Saint-Hyacinthe . .	Séminaire de Saint-Hyacinthe.

Saint-Jean, le 12 juin 1950 — St. John's, June 12, 1950.

27743-24-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,  
RICHARD LAFONTAINE,  
Secretary of the Bar of Richelieu.

## BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF SAINT FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW*Examens de juillet 1950 — Examinations of July, 1950*

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Beaudry . . . . .	Pierre . . . . .	31	Sherbrooke.

Sherbrooke, le 13 juin 1950 — Sherbrooke, June 13, 1950.

27743-24-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,  
GUY BLANCHETTE,  
Secretary of the Bar of Saint Francis.

## BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF TROIS-RIVIERES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

*Examens de juillet 1950 — Examinations of July, 1950*

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Bisson . . . . .	Claude . . . . .	19	Trois-Rivières. . .	Séminaire St-Joseph, T.-Rivières

Trois-Rivières, le 16 juin 1950 — Trois-Rivières, June 16, 1950.

27799-25-2-o

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,  
RICHARD RIOUX,  
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF TROIS-RIVIERES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1950 — Examinations of July, 1950

Nom Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Baillargeon .....	Claude .....	25	St-Adelphe.
Châteauneuf .....	J.-Marie .....	24	St-Séverin (Prouxville)
Parent .....	Guy-E. ....	21	Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 16 juin 1950 — Trois-Rivières, June 16, 1950.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,  
RICHARD RIOUX,  
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

27799-25-2-o

Grefe de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me André Desmarais, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me H. E. Soulard, notaire démissionnaire.

Montréal, 23 juin 1950.

Le Secrétaire-Trésorier de la Chambre  
des Notaires,  
ARTHUR COURTOIS.

27767-o

Notarial Record

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me André Desmarais, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me H. E. Soulard, Notary who has resigned.

Montreal, June 23rd, 1950.

ARTHUR COURTOIS,  
Secretary-Treasurer of the Board  
of Notaries.

27767-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 avril 1950.

M. W.-Hidola Girard, de Roberval, conseil en loi du Roi et membre du Barreau de la province: recorder de la ville de Mistassini.

Québec, 31 mai 1950.

M. Honorius Michaud, avocat, conseil en loi du Roi, de la cité de Sorel: magistrat de district pour les districts judiciaires de Richelieu et de Joliette, avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province, à compter du 16 juin 1950.

27798

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 12, 1950.

Mr. W. Hidola Girard, of Roberval, King's Counsel and member of the Bar of the Province: to be recorder for the town of Mistassini.

Quebec, May 31, 1950.

Mr. Honorius Michaud, advocate, King's Counsel, of the city of Sorel: to be district magistrate for the judicial districts of Richelieu and Joliette, with, moreover, concurrent jurisdiction with other district magistrates through the whole Province, as from the 16th of June, 1950.

27798

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Cour Supérieure, N° 3033. THE ST. LAWRENCE FLOUR MILLS CO. LTD., corps politique légalement constituée ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur, vs LE MAGASIN COOPÉRATIF L'ÉCLUSE, société coopérative légalement constituée suivant le chapitre 290 S.R.Q. ayant son siège social à St. Maurice de l'Échourie, défendeur et LE PROTONOTAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE, du district de Gaspé, Mis-en-cause.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, Superior Court, No. 3033. THE ST. LAWRENCE FLOURS MILLS CO. LTD., a body politic and corporate, having its place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LE MAGASIN COOPÉRATIF L'ÉCLUSE, a cooperative association legally incorporated under chapter 290 R.S.Q., having its head office at St-Maurice de l'Échourie, defendant; and THE PROTHONOTARY OF THE SUPERIOR COURT of the district of Gaspé, mis-en-cause.

AVIS APPEL DES CRÉANCIERS  
Le 10ième jour de juin, 1950.

Sur l'ordre de l'Honorable Juge Wilfrid Edge, Juge de la Cour Supérieure, donné ce jour.

Vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Magasin Coopératif l'Écluse, société coopérative ayant son siège social à St.-Maurice de l'Échourie, district de Gaspé, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leur réclamation, sont maintenant appelés à la produire en cette cause, au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure pour ce district à Percé, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément à l'article 673 du code de procédures civiles.

CLOUTIER & FLYNN,  
27770-25-2-o P.C.S.

NOTICE TO CREDITORS  
On the 10th day of June, 1950.

By order of Honourable Justice Wilfrid Edge, Judge of the Superior Court, given this day.

Seeing the allegation of insolvency of the said Magasin Coopératif l'Écluse, a cooperative association having its head office at St.-Maurice de l'Échourie, district of Gaspé, the defendant, creditors of the said defendant, who have not yet filed their claims are now called upon to do so in this case, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district, at Percé, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to article 673 of the Code of Civil Procedure.

CLOUTIER & FLYNN,  
27770-25-2 P.S.C.

Sièges sociaux

AVIS

"J. T. Gendron Inc.", compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour d'avril 1947 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, auparavant au numéro 56 de la rue St-Pierre, l'a maintenant transporté au numéro 71 de la rue St-Pierre.

A compter de la date du présent avis, cette compagnie considère qu'elle a son bureau principal au numéro 71 de la rue St-Pierre en la cité de Québec.

Québec, le 15 juin 1950.

27762-o Le Secrétaire,  
S. G. PARENT.

Avis de situation du siège social de "Walkley Realty Corp."

Avis est donné que la compagnie "Walkley Realty Corp.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 4 avril 1950, a établi son siège social à l'étage supérieur de 1200 rue St-Alexandre, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 31 mai 1950.

37763 Le Président,  
MAXWELL M. KALMAN.

Avis du changement d'adresse du bureau principal de "Jos. Morency, Limitée".

Avis est donné que "Jos. Morency, Limitée", constituée en corporation par Lettres Patentes émises à Québec, en date du 8 juillet 1927, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé à 105, Côte de la Montagne jusqu'aujourd'hui, l'a transporté à l'Hôtel "Victoria", 56, rue St-Jean, cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce quinzième jour de juin, mil neuf cent cinquante.

(Sceau)  
27787-o Le Président,  
JOS. MORENCY.

Head Offices

NOTICE

"J. T. Gendron Inc.", company incorporated by Letters Patent on the 22nd day of April 1947 and having its head office in the City of Quebec, formerly at No. 56 St. Peter Street, has moved it to No. 71 St. Peter Street.

From and after the date of this notice the company considers that its head office is at No. 71 St. Peter Street in the City of Quebec.

Quebec, the 15th of June 1950.

27762-o S. G. PARENT,  
Secretary.

Notice of address of Head office of "Walkley Realty Corp."

Notice is hereby given that "Walkley Realty Corp." incorporated by Letters Patent under Part 1 of the Quebec Companies Act on April 4th, 1950, has established its Head office on the top floor of 1200 St. Alexander Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this 31st. day of May, 1950.

27763-o MAXWELL M. KALMAN,  
President.

Notice of Change of Address of Head Office of "Jos. Morency, Limitée".

Notice is given that "Jos. Morency, Limitée", incorporated by letters patent issued at Quebec, bearing date the 8th of July, 1927, and having its head office in the city of Quebec, where, until now, its office was situate at 105 Mountain Hill has moved same to the Victoria Hotel, 56 St. John Street, City of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this fifteenth day of June, nineteen hundred and fifty.

(Seal)  
27787 JOS. MORENCY,  
President.

Avis du changement d'adresse du bureau principal de "La Compagnie de Prêts Mutuels Limitée"

Notice of change of address of the Head Office of "La Compagnie de Prêts Mutuels Limitée"

Avis est donné que "La Compagnie de Prêts Mutuels Limitée", constituée en corporation par Lettres Patentes émises à Québec, en date du 11 juillet 1927, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé à 105, Côte de la Montagne jusqu'aujourd'hui, l'a transporté à l'Hôtel "Victoria", 56 rue St-Jean, cité de Québec.

Notice is hereby given that "La Compagnie de Prêts Mutuels Limitée", incorporated by letters patent issued at Quebec, and bearing date the 11th day of July, 1927, and having its head office in the city of Quebec where its office has been situate at 105 Mountain Hill until to-day, has moved it to the Victoria Hôtel, 56 St. John Street, City of Quebec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce treizième jour de juin, mil neuf cent cinquante.

Given at Quebec, this thirteenth day of June, one thousand nine hundred and fifty.

(Secau)

Le Président,  
JOS. MORENCY.

JOS. MORENCY,  
President.

27788-o

27788

AVIS

NOTICE

"Les Entreprises Équitables Ltée"—"The Equitable Enterprises Ltd.", compagnie constituée en corporation par lettres patentes datées du vingt et unième jour de juillet dix-neuf cent trente-huit et ayant son siège social en la cité de Québec, ci-devant au N° 16 de la rue St-Joseph, l'a maintenant transporté au N° 25 de la rue St-Louis.

"Les Entreprises Équitables Ltée"—"The Equitable Enterprises Ltd.", a company incorporated by Letters Patent on the twenty first day of July nineteen hundred and thirty-eight, and having its head office in the City of Quebec, formerly at No. 16 St. Joseph Street, has now moved it to No. 25 St. Louis Street.

A compter de la date du présent avis, la compagnie considère que son bureau principal est au N° 25 de la rue St-Louis en la cité de Québec. Québec, le 20 juin 1950.

From and after the date of this notice, the company considers its head office to be at No. 25 St. Louis Street in the City of Quebec. Québec, the 20th of June 1950.

Le Secrétaire-trésorier,  
M. GENDRON.

M. GENDRON,  
Secretary-Treasurer.

27789-o

27789-o

AVIS

NOTICE

La compagnie "Quebec Bridge Realty Limited" constituée en corporation par lettres patentes datées du treizième jour de décembre dix-neuf cent dix-huit et ayant son siège social en la cité de Québec, ci-devant au n° 16 de la rue St-Joseph, l'a maintenant transporté au n° 25 de la rue St-Louis.

"Quebec Bridge Realty Limited", a company incorporated by Letters Patent on the thirteenth day of December nineteen hundred and eighteen, and having its head office in the City of Quebec, formerly at No. 16 St. Joseph Street, has now moved it to No. 25 St. Louis Street.

A compter de la date du présent avis, la compagnie considère que son bureau principal est au numéro 25 de la rue St-Louis en la cité de Québec. Québec, le 20 juin 1950.

From and after the date of this notice, the company considers its head office to be at No. 25 St. Louis Street in the City of Quebec. Québec, the 20th of June 1950.

Le Président,  
S.-G. PARENT.

S. G. PARENT,  
President.

47790-o

27790-o

AVIS

NOTICE

"Wolfesfield Limited", compagnie constituée en corporation par lettres patentes datées du vingt-septième jour d'octobre dix-neuf cent trente sept et ayant son bureau principal en la cité de Québec, ci-devant au n° 16 de la rue St-Joseph l'a maintenant transporté au n° 25 de la rue St-Louis.

"Wolfesfield Limited", a company incorporated by Letters Patent on the twenty seventh day of October nineteen hundred and thirty seven, and having its head office in the City of Quebec, formerly at No. 16 St. Joseph Street, has now moved it to No. 25, St. Louis Street.

A compter de la date du présent avis, la compagnie considère que son bureau principal est au n° 25 de la rue St-Louis en la cité de Québec. Québec, le 20 juin 1950.

From and after the date of this notice, the company considers its head office to be at No. 25 St. Louis Street in the City of Quebec. Québec, the 20th of June 1950.

Le Secrétaire-trésorier,  
M. GENDRON.

M. GENDRON,  
Secretary-Treasurer.

27791-o

27791-o

## Soumissions

## Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE STE-AGATHE-DES-MONTS  
(Comté de Terrebonne)TOWN OF STE-AGATHE-DES-MONTS  
(County of Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Vanier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 18 juillet 1950, pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, datées du 1er avril 1950 et remboursables par séries du 1er avril 1951 au 1er avril 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bond" will be received by the undersigned, Georges Vanier, Secretary-Treasurer, Town Hall, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, until 8 o'clock P.M., Tuesday July 18th, 1950, for the purchase of \$70,000 of bonds of the Town of Ste-Agathe-des-Monts, dated April 1st, 1950 and redeemable serially from April 1st, 1951 to April 1st, 1965 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, the 1st of April and the 1st of October of each year. The interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$70,000.00 — 15 ans Table of redemption — \$70,000.00 — 15 years

Année	Capital	Year	Capital
1er avril 1951	\$3,500.00	April 3rd, 1951	\$3,500.00
1er avril 1952	3,500.00	April 1st, 1952	3,500.00
1er avril 1953	4,000.00	April 1st, 1953	4,000.00
1er avril 1954	4,000.00	April 1st, 1954	4,000.00
1er avril 1955	4,000.00	April 1st, 1955	4,000.00
1er avril 1956	4,500.00	April 1st, 1956	4,500.00
1er avril 1957	4,500.00	April 1st, 1957	4,500.00
1er avril 1958	4,500.00	April 1st, 1958	4,500.00
1er avril 1959	5,000.00	April 1st, 1959	5,000.00
1er avril 1960	5,000.00	April 1st, 1960	5,000.00
1er avril 1961	5,000.00	April 1st, 1961	5,000.00
1er avril 1962	5,500.00	April 1st, 1962	5,500.00
1er avril 1963	5,500.00	April 1st, 1963	5,500.00
1er avril 1964	5,500.00	April 1st, 1964	5,500.00
1er avril 1965	6,000.00	April 1st, 1965	6,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Agathe-des-Monts.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Ste-Agathe-des-Monts.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue mardi le 18 juillet 1950, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville.

The tenders shall be opened and considered at a regular meeting of the Council which will be held on Tuesday, July 18th, 1950, at 8 o'clock P.M., at the Town Hall.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, le 15ème jour de juin 1950.

Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, this 15th day of June 1950.

Le Secrétaire-trésorier,  
GEORGES VANIER,  
Hôtel de ville,  
Ste-Agathe-des-Monts,  
Cté Terrebonne, P. Q.

GEORGES VANIER,  
Secretary-Treasurer,  
Town Hall,  
Ste-Agathe-des-Monts,  
County of Terrebonne, P. Q.

Province de Québec

VILLE DE L'ASSOMPTION  
(Comté de L'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Christian Roy, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, L'Assomption, comté de L'Assomption, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 10 juillet 1950, pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations de la ville de L'Assomption, datées du 1er mai 1950 et remboursables par séries du 1er mai 1951 au 1er mai 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$60,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1951	\$2,000.00
1er mai 1952	2,000.00
1er mai 1953	2,000.00
1er mai 1954	2,000.00
1er mai 1955	2,500.00
1er mai 1956	2,500.00
1er mai 1957	2,500.00
1er mai 1958	2,500.00
1er mai 1959	3,500.00
1er mai 1960	3,500.00
1er mai 1961	3,500.00
1er mai 1962	3,500.00
1er mai 1963	3,500.00
1er mai 1964	3,500.00
1er mai 1965	3,500.00
1er mai 1966	3,500.00
1er mai 1967	3,500.00
1er mai 1968	3,500.00
1er mai 1969	3,500.00
1er mai 1970	3,500.00

Province of Quebec

TOWN OF L'ASSOMPTION  
(County of L'Assomption)

Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, Christian Roy, secretary-treasurer, Town Hall, L'Assomption, county of L'Assomption, up to 8 o'clock P.M. on Monday, July 10, 1950, for the purchase of \$60,000.00 of bonds of the town of L'Assomption, date May 1st, 1950, and redeemable serially from the 1st of May 1951, to the 1st of May, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of May and 1st of November of each year. The interest offered may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$60,000.00 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1951	\$2,000.00
May 1st, 1952	2,000.00
May 1st, 1953	2,000.00
May 1st, 1954	2,000.00
May 1st, 1955	2,500.00
May 1st, 1956	2,500.00
May 1st, 1957	2,500.00
May 1st, 1958	2,500.00
May 1st, 1959	3,500.00
May 1st, 1960	3,500.00
May 1st, 1961	3,500.00
May 1st, 1962	3,500.00
May 1st, 1963	3,500.00
May 1st, 1964	3,500.00
May 1st, 1965	3,500.00
May 1st, 1966	3,500.00
May 1st, 1967	3,500.00
May 1st, 1968	3,500.00
May 1st, 1969	3,500.00
May 1st, 1970	3,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à L'Assomption.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 10 juillet 1950, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à L'Assomption, comté de L'Assomption, ce 19 juin 1950.

Le Secrétaire-trésorier,  
**CHRISTIAN ROY,**  
Hôtel de Ville,  
L'Assomption,  
Comté de L'Assomption, P. Q.

27784-0

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or L'Assomption.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday July 10, 1950, at 8 o'clock P.M., at the Town Hall of L'Assomption.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at L'Assomption, county of L'Assomption, June 19, 1950.

**CHRISTIAN ROY,**  
Secretary-Treasurer,  
Town Hall,  
L'Assomption,  
County of L'Assomption, P. Q.

27784

## Province de Québec

CITÉ DE THETFORD MINES  
(Comté de Mégantic)

## Soumissions pour Obligations

Avis public, est, par les présentes donné, que des soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumission pour Obligations" seront reçues par le soussigné, (Fernand Poiré, secrétaire-trésorier, hôtel de ville, Thetford Mines, comté de Mégantic, P.Q.) jusqu'à huit heures de l'après-midi, mercredi, le 12 juillet 1950, pour l'achat de \$800,000.00 d'obligations de la Cité de Thetford Mines, émises sous l'autorité du règlement N° 364. Les dites obligations, dont le produit doit servir à payer le coût de travaux d'aqueduc, d'égoûts et de voirie, seront datées du 1er juillet 1950, et seront remboursées par séries, du 1er juillet 1951 au 1er juillet 1970 inclusivement, suivant le tableau ci-dessous:

Echéance	Montant
1er juillet 1951	\$28,000.00
1er juillet 1952	29,000.00
1er juillet 1953	30,000.00
1er juillet 1954	32,000.00
1er juillet 1955	33,000.00
1er juillet 1956	34,000.00
1er juillet 1957	35,000.00
1er juillet 1958	36,000.00
1er juillet 1959	37,000.00
1er juillet 1960	39,000.00
1er juillet 1961	40,000.00
1er juillet 1962	42,000.00
1er juillet 1963	43,000.00
1er juillet 1964	44,000.00
1er juillet 1965	46,000.00
1er juillet 1966	48,000.00
1er juillet 1967	49,000.00
1er juillet 1968	50,000.00
1er juillet 1969	52,000.00
1er juillet 1970	53,000.00

Le taux de l'intérêt pourra varier suivant les échéances, mais ne devra pas excéder 3½% par an. Le dit intérêt sera payable semi-annuellement le premier jour des mois de janvier et juillet de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables, à Thetford Mines, Québec ou à Montréal. Les dites obligations pourront être enregistrées gratuitement, quand au capital, au bureau du soussigné, et la livraison des titres sera faite dans les trois semaines suivant l'adjudication.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Cité de Thetford Mines, égal à 1% du montant total de l'émission, et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance spéciale du Conseil tenue le 12 juillet 1950, à huit heures p.m., dans la salle des délibérations du Conseil, à l'hôtel de ville.

La Cité de Thetford Mines ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

## Province of Quebec

CITY OF THETFORD MINES  
(County of Mégantic)

## Tenders for Bonds

Public notice is hereby given, that written and sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, (Fernand Poiré, Secretary-Treasurer, City Hall, Thetford Mines, county of Mégantic, Que.) until eight o'clock in the afternoon, on Wednesday, July 12th, 1950, for the purchase of City of Thetford Mines bonds amounting to \$800,000.00 issued under authority of By-Law No. 364. The said bonds, the proceeds thereof are to pay the cost of construction of waterworks, sewer and road works, will be dated July 1st, 1950, and will be reimbursed serially from July 1st, 1951 to July 1st, 1970 inclusively, as hereinbelow mentioned:

Maturity	Amount
July 1st 1951	\$28,000.00
July 1st 1952	29,000.00
July 1st 1953	30,000.00
July 1st 1954	32,000.00
July 1st 1955	33,000.00
July 1st 1956	34,000.00
July 1st 1957	35,000.00
July 1st 1958	36,000.00
July 1st 1959	37,000.00
July 1st 1960	39,000.00
July 1st 1961	40,000.00
July 1st 1962	42,000.00
July 1st 1963	43,000.00
July 1st 1964	44,000.00
July 1st 1965	46,000.00
July 1st 1966	48,000.00
July 1st 1967	49,000.00
July 1st 1968	50,000.00
July 1st 1969	52,000.00
July 1st 1970	53,000.00

The rate of interest may vary according to maturities but must not exceed 3½% per annum. Said interest will be paid semi-annually on the first day of January and July of each year. Capital and interest, will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Thetford Mines, at Quebec, or at Montreal. Said bonds may be registered, free of charge, as to capital, at the office of the undersigned and the bonds will be delivered within three weeks following the acceptance of the tender.

The said bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date. However, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque payable to the order of the City of Thetford Mines, equal to 1% of the total amount of the issue, and must specify if the price offered includes or does not include accrued interest, on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the Council to be held on Wednesday, July 12th, 1950, at 8.00 o'clock p.m., in the Council Room, at the City Hall.

The City of Thetford Mines does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Donné à Thetford Mines, ce 19ème jour de  
juin 1950.  
(Sceau)

Given at Thetford Mines, this 19th day of  
June 1950.  
(Seal)

Le Secrétaire-Trésorier,  
FERNAND POIRÉ,  
Hôtel de ville, Thetford Mines,  
Cté Mégantic, P.-Q.

FERNAND POIRÉ,  
Secretary-Treasurer,  
City Hall, Thetford Mines,  
County of Mégantic, Qué.

27783-0

27783-0

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE  
DE MANIWAKI  
(COMTÉ DE GATINEAU)

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION  
OF MANIWAKI  
(COUNTY OF GATINEAU)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par la soussignée, Mme Palma Jeanis, secrétaire-trésorière, C.P. 118, Maniwaki, comté de Gatineau, jusqu'à 5 heures p.m., jeudi le 13 juillet 1950, pour l'achat de \$460,000 d'obligations de la commission scolaire catholique de Maniwaki, datées du 1er juillet 1950 et remboursables par séries du 1er juillet 1951 au 1er juillet 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, Mme Palma Joanis, secretary-treasurer, P.O. Box 118, Maniwaki, county of Gatineau, up to 5 o'clock P. M. Thursday, the 13th day of July, 1950, for the purchase of \$460,000 of bonds of the Catholic School Commission of Maniwaki, dated the 1st of July 1950, and redeemable serially from the 1st of July, 1951, to the 1st of July 1970, inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. Interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$460,000—20 ans

Table of Redemption—\$460,000—20 years

Année	Capital
1er juillet 1951.	x\$58,500.00
1er juillet 1952.	x 60,500.00
1er juillet 1953.	x 62,500.00
1er juillet 1954.	x 64,500.00
1er juillet 1955.	x 67,000.00
1er juillet 1956.	7,500.00
1er juillet 1957.	8,000.00
1er juillet 1958.	8,000.00
1er juillet 1959.	8,500.00
1er juillet 1960.	8,500.00
1er juillet 1961.	9,000.00
1er juillet 1962.	9,500.00
1er juillet 1963.	9,500.00
1er juillet 1964.	10,000.00
1er juillet 1965.	10,500.00
1er juillet 1966.	11,000.00
1er juillet 1967.	11,000.00
1er juillet 1968.	11,500.00
1er juillet 1969.	12,000.00
1er juillet 1970.	12,500.00

Year	Capital
1st July 1951	x\$58,500.00
1st July 1952	x 60,500.00
1st July 1953	x 62,500.00
1st July 1954	x 64,500.00
1st July 1955	x 67,000.00
1st July 1956	7,500.00
1st July 1957	8,000.00
1st July 1958	8,000.00
1st July 1959	8,500.00
1st July 1960	8,500.00
1st July 1961	9,000.00
1st July 1962	9,500.00
1st July 1963	9,500.00
1st July 1964	10,000.00
1st July 1965	10,500.00
1st July 1966	11,000.00
1st July 1967	11,000.00
1st July 1968	11,500.00
1st July 1969	12,000.00
1st July 1970	12,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$308,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$61,600 chacun, de 1951 à 1955 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which payments of a grant for the total amount of \$308,000 given by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$61,600 each, from 1951 to 1955 inclusive, will be received and applied to the use of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Maniwaki.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Maniwaki.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941 être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera tenue le 13 juillet 1950, à 5 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Maniwaki.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Maniwaki, comté de Gatineau, ce 20ème jour de juin 1950.

La Secrétaire-trésorière,  
Mme PALMA JOANIS,

C.P. 118,  
27785-0 Maniwaki, comté de Gatineau, P.Q.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission to be held on the 13th of July, 1950, at 5 o'clock P.M., in the Town Hall of Maniwaki.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest not any of the tenders.

Dated at Maniwaki, County of Gatineau, this 20th day of June, 1950.

Mme PALMA JOANIS,  
Secretary-Treasurer,

P.O. Box 811,  
27785 Maniwaki, County of Gatineau, P.Q.

Ventes — Loi de faillite

Sales — Bankruptcy Act

LA LOI DE FAILLITE

BANKRUPTCY ACT

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Dans l'affaire de: Marcel Fleurant, cordonnier-sellier, Nicolet, P. Q., cédant autorisé.

In the estate of Marcel Fleurant, cobbler and saddler, Nicolet, P. Q., authorized assignor.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le 19 JUILLET 1950, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée, sera vendu par enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Nicolet, l'immeuble suivant, savoir:

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of July 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, there shall be sold by public auction at the parochial church door of the Parish of Nicolet, the following immovable, to wit:

"Un terrain emplacement situé en la ville de Nicolet, sur la rue Notre-Dame, connu et désigné au cadastre renouvelé de la ville de Nicolet comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-seize (196), avec les bâtiments dessus construits."

"A piece of land situate in the town of Nicolet, on Notre-Dame Street, known and designated on the renewed cadastre for the town of Nicolet, as being the lot number one Hundred and Ninety-Six, (196) with the building thereon erected."

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned at any time.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et à l'article 45 de la loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 C.C.P. and article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions de vente: Argent comptant.  
Pour plus de renseignements, s'adresser à:  
Le 13 juin 1950.

Conditions of sale: Cash.  
For further information, apply to  
June 13th 1950.

Le Syndic autorisé,  
NAPOLÉON ALARIE.

NAPOLÉON ALARIE,  
Authorized trustee.

Bureau: 927 rue Ste-Geneviève,  
Les Trois-Rivières. 27723-24-2-0

Office: 927 Ste. Geneviève Street,  
Les Trois-Rivières. 27723-24-2-0

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 54 (En faillite).

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 54 (Sitting in Bankruptcy).

Dans l'affaire de Gelas Robichaud, Springfield Park, cédant-autorisé; et Claude Perras, syndic.

In the matter of: Gelas Robichaud, Springfield Park, Authorized Assignor; & Claude Perras, Trustee.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

"Une propriété ayant front sur la rue Springfield, à Greenfield Park, Province de Québec, connue et désignée comme étant la partie nord-ouest du lot numéro 47 de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-neuf (239, Ptie N.O. 47) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant 48 pieds de largeur sur l'Avenue Springfield par 192 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins. Borné ledit emplacement comme suit: en front, par l'Ave Springfield, en profondeur par une partie du lot N° 239-52 dudit cadastre, un côté au nord-ouest par le lot numéro deux cent trente-neuf quarante-sept — un, dudit cadastre et au sud-est par une autre partie du lot N° 239-47 dudit cadastre, avec toutes les bâtisses dessus érigées et plus

"A property fronting on Springfield street, at Greenfield Park, Province of Quebec, known and designated as being the northwest part of lot number 47 of the official subdivision of original lot number two hundred and thirty-nine (239-N.W.Pt. 47) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring 48 feet in width on Springfield Avenue by 192 feet in depth, English measure, more or less. The said emplacement being bounded as follows: in front, by Springfield Avenue, in depth by a part of lot No. 239-52 of said cadastre, on one side to the north-west by lot number two hundred and thirty-nine — forty seven — one, of said cadastre and on the south-east by another part of lot No. 239-47 of said cadastre, with all the buildings thereon erected,

spécialement une maison et ses dépendances portant le N° civique 18 Ave Springfield, à Greenfield Park, Province de Québec."

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale Saint-Anastase, Greenfield Park, Comté Chambly à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée), JEUDI le VINGT-SEPT JUILLET 1950.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Boyer, à Montréal, le 8 juin 1950, et suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret forcé aux termes du Code de Procédure civile.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Montréal, le 16 juin 1950.

Le Syndic,  
CLAUDE PERRAS.

Bureau de: Perras & Perras,  
4 Notre-Dame est, Montréal. 27771-25-2-o

and in particular a house and its dependencies bearing civic No. 18 Springfield Avenue, at Greenfield Park, Province of Quebec."

To be sold, at the parochial church door of Saint-Anastase, Greenfield Park, county of Chambly, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1950.

The said sale is made in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice Boyer at Montreal, on the 8th day of June, 1950, and pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the 2½% Government dues pursuant to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, June 16, 1950.

CLAUDE PERRAS,  
Trustee.

Office of: Perras & Perras,  
4 Notre-Dame East, Montreal. 27771-25-2

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure (En matière de faillite) N° 396, In Re: Gérard Pontbriand, journalier, de la paroisse de Saint-Paul, district de Joliette, cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET 1950, à DIX heures de l'avant-midi à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul, district de Joliette, sera vendu, par encan public, au plus haut et dernier enchérisseur l'immeuble suivant cédé par le cédant-autorisé, en cette cause, savoir:

"Un terrain situé en la paroisse de St-Paul, comté de Joliette, faisant partie du lot de terre connue et désigné sous le numéro cinquante-huit (p. 58) aux plan et sur le livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Paul, contenant un demi arpent de largeur sur un arpent de profondeur, borné comme suit: en front par le terrain du chemin de fer Pacific Canadien, à la profondeur à la partie du même lot qui appartient à Adonias Moreau ou représentants, d'un côté à une partie du même lot qui demeure la propriété de la venderesse, Mme Yve Zotique Fiset ou représentants, et de l'autre côté au terrain de Madame R. Beaudoin ou représentants, avec les bâtisses dessus construites."

Conditions de la vente: Il sera exigé de tout offrant ou enchérisseur une somme représentant 20% de son offre ou enchère.

Cette vente faite d'après les articles 44 et 45 de la loi de Faillite équivaut à une vente faite par le Shérif.

9 juin 1950.

Le Syndic-Autorisé,  
PAUL JOLICOEUR.  
223 Gaspard Sud,  
Joliette.

27792-25-2-o

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 396, In Re: Gérard Pontbriand, laborer, of the parish of Saint-Paul, district of Joliette, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1950, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint-Paul, district of Joliette, there will be sold, by public auction to the highest and last bidder, the following immovable assigned by the authorized assignor, in this case, to wit:

A lot of land situate in the parish of St-Paul, county of Joliette, forming part of the lot of land known and designated as number fifty-eight (Pt. 58) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Paul, measuring one half arpent in width by one arpent in depth, bounded as follows: in front by the land of the Canadian Pacific Railway, at the depth by the part of the same lot belonging to Adonias Moreau or representatives, on one side by a part of the same lot which remains the property of the vendor, Mme Yve Zotique Fiset or representatives, and on the other side by the land of Madame R. Beaudoin or representatives, with the buildings thereon erected.

Conditions of sale: There shall be exacted from each and every bidder an amount representing 20% of his offer or bid.

The said sale is made pursuant to sections 44 and 45 of the Bankruptcy Act having the same effect as a Sheriff's sale.

June 9, 1950.

PAUL JOLICOEUR,  
Authorized Trustee.  
223 Gaspard South,  
Joliette.

27792-25-2

Vente pour taxes

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA VILLE DE VAL D'OR

Avis public, est par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, par un

Sale for Taxes

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF VAL D'OR

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the

arrêté en date du 15 juin 1950, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII, de la Loi de la Commission Municipale de Québec, de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la Commission Scolaire Catholique de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville de la Ville de Val d'Or, MARDI le DIX-HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1950, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 30 juin 1948, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente de l'immeuble décrit dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 46u de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00 (mille dollars).

#### PREMIÈRE SECTION

##### *Immeuble sujet au droit de retrait*

1° Madame Rita Fontaine.— Lot N° 47½ — La moitié sud d'un lot de terre situé à Val d'Or, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-sept de la subdivision du lot originaire numéro soixante-et-un, dans le Rang huit (RS-61-47) aux plan et livre de renvoi officiels pour le Canton de Dubuisson, mesurant cette partie de terrain cinquante pieds de largeur par cinquante-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit: Au nord, par le résidu du dit lot 61-47; à l'ouest par le lot 61-46; au sud par la ruelle 61-41 et à l'est par le lot 61-48, avec maison et dépendances dessus érigées.

#### DEUXIÈME SECTION

##### *Immeubles non sujets au droit de retrait*

2° Alfred Brunelle.— Lot N° 90½ — La partie indivise Est d'un lot de terrain situé à Val d'Or, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-dix, de la subdivision du lot originaire numéro Soixante, dans le Rang 8 (RS-60-90) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le Canton de Dubuisson, mesurant ledit lot cinquante-cinq pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur sur la ruelle N° 60-85, et borné comme suit: Au sud par le lot N° 60-91, à l'est par la ruelle N° 60-85, au sud par le lot N° 60-89 et à l'ouest par le résidu du lot 60-90, avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

3° Raoul St-Julien.— Lot N° 113.

4° Mme Raoul St-Julien — Lot N° 182.

5° Mme Raoul St-Julien.— Lot N° 183.

Les trois lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang huit, canton Dubuisson.

6° Melton House.— Lot No 340.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-et-un, rang huit, canton Dubuisson.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux conditions des baux

15th of June, 1950, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables hereinbelow described in payment of arrears of taxes due the Catholic School Commission of Val d'Or, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall in the Town Hall of the Town of Val d'Or, on TUESDAY the EIGHTEENTH day of the month of JULY, 1950, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the taxes falling due on or before the 30th of June, 1948, shall have been paid before the sale.

The sale of the immovable described in the first section of the present notice will be made subject to right of redemption.

That of the immovables described in the second section will be final and without right of redemption, pursuant to the provisions of section 46u of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being all vacant lots of land and building lots of a municipal value not exceeding \$1,000 (one thousand dollars).

#### FIRST SECTION

##### *Immovable subject to right of redemption*

1. Madame Rita Fontaine.— Lot No. 47½ — The south half of a lot of land situate at Val d'Or, known and designated as being lot number forty seven of the subdivision of original lot number sixty-one, in range eight (RS-61-47) on the official plan and in the book of reference for the Township Dubuisson, measuring, the said portion of land, fifty feet in width by fifty-five feet in depth, the whole English measure, more or less, and bounded as follows: On the north, by the residue of said lot 61-47; on the west by lot 61-46; on the south by the lane 61-41 and on the east by lot 61-48, with a house and dependencies thereon erected.

#### SECOND SECTION

##### *Immovables not subject to right of redemption*

2. Alfred Brunelle.— Lot No. 90½ — The undivided east part of a lot of land situate at Val d'Or, known and designated as being lot number ninety, of the subdivision of original lot number sixty, in range 8 (RS-60-90) on the official plan and in the book of reference for the Township Dubuisson, measuring, the said lot, fifty-five feet in width by fifty feet in depth on the lane No. 60-85, and bounded as follows: On the south by lot No. 60-91, on the east by the lane No. 60-85, on the south by lot No. 60-89 and on the west by the residue of lot 60-90, with the buildings thereon erected and dependencies.

3. Raoul St-Julien.— Lot No. 113.

4. Mme Raoul St-Julien.— Lot No. 182.

5. Mme Raoul St-Julien.— Lot No. 183.

The three foregoing lots form part of the original subdivision number sixty, range eight, township Dubuisson.

6. Melton House.— Lot No. 340.

The foregoing lot forms part of the original subdivision number sixty-one, range eight, township Dubuisson.

The sale of the immovables described in the present notice is made subject to the conditions

emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, ce vingtième jour de juin 1950.

27793-25-2-o Le Secrétaire-trésorier,  
H. A. SOUCY.

of emphyteutic leases which may affect the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, this twentieth day of June, 1950.

27793-25-2 H. A. SOUCY,  
Secretary-Treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### CHICOUTIMI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, { ISSIE FRANK, commerçant, domicilié sur la rue St-Dominique No 13,117, que, en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, et faisant affaires sous le nom de FRANK BROS, demandeur; vs ULDÉRIC VILLENEUVE, résidant sur la rue St-Luc, en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur. Contre le défendeur:

Les lots 16-17-18, rang 1, du canton de Kéno-gami, avec les circonstances et dépendances et bâtiments appartenant au défendeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Dominique, à Jonquière, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de JUILLET 1950, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
Chicoutimi, le 19 juin 1950. RENÉ DELISLE.  
27773-25-2-o  
[Première insertion: 23 juin 1950]

*Fieri facias de bonis et de terris*  
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, { J-A. BOILY, marchand, domicilié sur la rue St-Aimé, en la No 13753, ville de Jonquière, district de Chicoutimi, demandeur; vs ERNEST BELLEY, fils de Jos., résidant au No. 287 de la rue St-Vallier, en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur. Contre le défendeur:

Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière comme formant partie du lot N°vingt-un-A-cent-quatorze (21-A-114) dans le rang quatre (4) dudit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds (50) de largeur du Sud au Nord sur une profondeur de 100 pieds de l'est à l'ouest, et est borné au nord par le lot cadastral No. vingt-un-A-cent-quinze (21-A-115) des dits rang et canton, au Sud par les lots cadastraux No. vingt-un-A-cent-sept (21-A-107) & vingt-un-A-cent huit (21-A-108) des dits rang et canton, à l'est par le résidu dudit lot dont il forme partie, propriété de Monsieur Xavier Tremblay, et à l'ouest par la rue St-Vallier, avec bâtiments, appartenances et dépendances érigées sur ledit lopin de terre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Ste-Marie Médiatrice, à Jonquière, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de JUIL-

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### CHICOUTIMI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

District of Chicoutimi, { ISSIE FRANK, trader, domiciled on St-Dominique Street, in the No. 13,117, town of Jonquière, district of Chicoutimi, and carrying on business under the name of Frank Bros., plaintiff; vs ULDÉRIC VILLENEUVE, residing on St-Luc Street, in the town of Jonquière, district of Chicoutimi, defendant. Against the defendant:

Lots 16, 17, 18, range 1, of the township of Kenogami, with the circumstances and dependencies and buildings belonging to the defendant.

To be sold at the church door of the parish of St-Dominique at Jonquière, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of JULY, 1950, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Le Shérif,  
Chicoutimi, June 19, 1950. RENÉ DELISLE,  
27773-25-4  
[First insertion: June 23, 1950]

*Fieri facias de bonis et de terris*  
Superior Court

District of Chicoutimi, { J-A. BOILY, merchant, domiciled on St-Aimé street, in the No. 13,753, town of Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff; vs ERNEST BELLEY, son of Jos., residing at No. 287 St-Vallier street, in the town of Jonquière, district of Chicoutimi, defendant. Against the defendant:

A parcel of land or emplacement, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lot number twenty-one-A-one hundred and fourteen (21-A-114) in range four (4) of said township, the said lot of land measures fifty feet (50) in width from south to north by a depth of 100 feet from east to west, and is bounded on the north by cadastral lot No. twenty-one-A-one hundred and fifteen (21-A-115) of the said range and township, on the south by cadastral lots number twenty-one-A-one hundred and seven (21-A-107) and twenty-one-A-one hundred and eight (21-A-108) of said range and township on the east by the residue of the said lot of which it forms a part, the property of Mr. Xavier Tremblay, and on the west by St-Vallier street—with the buildings, appurtenances and dependencies erected on the said lot of land.

To be sold, at the church door of the parish of Ste-Marie Médiatrice, at Jonquière, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the

LET 1950, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,  
Bureau du shérif, RENÉ DELISLE.  
Chicoutimi, le 19 juin 1950. 27772-25-2-o  
[Première insertion: 23 juin 1950]

month of JULY, 1950, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

RENE DELISLE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, June 19, 1950. 27772-25-2  
[First insertion: June 23, 1950]

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure  
Canada, Province de Québec,

District de Kamouraska. { JEAN BAPTISTE  
N° 17086 } COURBRON, marchand général et creuseur de puits, de Notre-Dame du Lac, demandeur, vs PAUL LEBEL, restaurateur, du village de Ste-Rose du Dégelé, défendeur.

"Un terrain ou emplacement situé au premier rang du village de Ste-Rose du Dégelé, mesurant 54 pieds de largeur sur 140 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en avant au nord-est à la route conduisant au barrage de Témiscouata, en arrière au sud-ouest et d'un côté au nord-ouest au terrain de Gérard Soucy et de l'autre côté au sud-est au terrain de Jules-Henri Lebel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, lequel terrain fait partie du numéro 33 du cadastre dudit village de Ste-Rose du Dégelé."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Rose du Dégelé, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de JUILLET, 1950 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.  
Rivière-du-Loup, le 15 juin 1950. 27774-25-2-o  
[Première insertion: 23 juin 1950.]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, { LUDGER SOUCY,  
District de Kamouraska, } industriel de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur vs ARTHUR OUELLET, de St-Juste, défendeur.

"La partie sud du lot dix-huit (18) Rang quatre (4), Seigneurie de Madawska (St-Juste), avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Juste, le JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de JUILLET, 1950 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.  
Rivière-du-Loup, le 15 juin 1950 27777-25-2-o  
[Première insertion: 23 juin 1950]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, { JOSEPH RIOUX,  
District de Kamouraska } industriel de Trois-Pistoles, district de Kamouraska, demandeur, vs ROLAND BLANCHETTE, Biencourt, district de Rimouski, défendeur.

"Un emplacement situé dans le huitième rang du canton Biencourt, mesurant cent trente-cinq (135) pieds de front, direction est et ouest, par cent soixante-quinze pieds (175) de profondeur, direction nord et sud et mesure anglaise, borné au sud, au chemin; à l'est, à l'ouest et au

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court  
Canada, Province of Quebec,

District of Kamouraska. { JEAN-BAPTISTE  
No. 17086 } COURBRON, general merchant and well-digger, of Notre-Dame-du-Lac, plaintiff; vs PAUL LEBEL, restaurant-keeper, of the village of Ste-Rose du Dégelé, defendant.

A lot of land or emplacement situate in the first range of the village of Ste-Rose du Dégelé, measuring 54 feet in width by 140 feet in depth, English measure, bounded in front, on the northeast, by the road leading to the Témiscouata barrage, in rear, on the southwest, and on one side, on the northwest, by the land of Gérard Soucy, and on the other side, on the southeast, by the land of Jules Henri Lebel — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, said lot of land forming part of number 33 of the cadastre for the said village of Ste-Rose du Dégelé.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Rose du Dégelé, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of JULY, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

P. E. MARTIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rivière-du-Loup, June 15, 1950. 27774-25-2  
[First insertion: June 23, 1950]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Canada, Province of Quebec, { LUDGER SOUCY,  
District of Kamouraska, } industrialist, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs ARTHUR OUELLET, of St-Juste, defendant.

The south part of lot eighteen (18) range four (4), Seigniorie of Madawaska (St-Juste)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of St-Juste, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of JULY, 1950, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rivière-du-Loup, June 15, 1950. 27777-25-2  
[First insertion: June 23, 1950]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Canada, Province of Quebec, { JOSEPH RIOUX,  
District of Kamouraska } industrialist, of Trois-Pistoles, district of Kamouraska, plaintiff; vs ROLAND BLANCHETTE, of Biencourt, district of Rimouski, defendant.

"An emplacement situate in the eighth range of the township Biencourt, measuring one hundred and thirty-five (135) feet in front, from east to west, by one hundred and seventy-five feet (175) in depth, from north to south, and English measure, bounded on the south, by the

nord, au reste du lot appartenant au dit sieur Alphonse Godin, le dit lot étant le numéro trente-six (36) du huitième rang du dit canton Bien-court, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Biencourt, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de JUILLET, 1950 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.  
Rivière-du-Loup le 15 juin 1950. 27776-25-2-0  
[Première insertion: 23 juin 1950]

road; on the east, on the west and on the north, by the residue of the lot belonging to said Mr. Alphonse Godin, the said lot being number thirty-six (36) of the eighth range of the said township Biencourt, circumstances and dependencies."

To be sold, at the church door of the parish of Biencourt, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of JULY, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

P. E. MARTIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rivière-du-Loup, June 15, 1950. 27776-25-2  
[First insertion: June 23, 1950]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, } B. LAVOIE, avo-  
Province de Québec, } cat de la cité de  
District de Kamouraska, } Rivière-du-Loup, de-  
N° 17343. } mandeur; vs CAMIL-  
LE FOURNIER, de St-Michel du Squatteck, }  
défendeur. }

Un lot numéro p-12-8, Rang 5, Canton Robitaille, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, en la possession du défendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Michel du Squatteck, le MARDI, VINGT-CINQUIEME jour du mois de JUILLET, 1950, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.  
Rivière-du-Loup, le 15 juin 1950. 27775-25-2-0  
[Première insertion: 23 juin 1950]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Canada, } J. B. LAVOIE, ad-  
Province of Quebec, } vocate of the city  
District of Kamouraska, } of Rivière-du-Loup,  
No. 17343 } plaintiff; vs CAMIL-  
LE FOURNIER, of St-Michel de Squatteck, }  
defendant. }

Lot number Pt. 12-8, range 5, Township of Robitaille, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, in the possession of the defendant.

To be sold, at the church door of the parish of St-Michel de Squatteck, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of JULY, 1950, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rivière-du-Loup, June 15, 1950. 27775-25-2  
[First insertion: June 23, 1950]

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*  
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } FRIDOLIN DURIVAGE,  
N° 278616. } demandeur vs EUGENE  
PAQUIN, défendeur. }

Un emplacement ayant front sur l'avenue Bruxelles, dans la ville de Montréal Nord, composé de deux lots de terre connus et désignés sous les nos. Soixante et Dix et Soixante et Onze de la subdivision officielle du lot N° Quatre-vingt-deux (Nos. 82-70 et 71) des plan et livre de renvoi officiel de la Paroisse du Sault au Récollet.

Avec bâtisses dessus érigées, portant le N° civique 11400 de la dite avenue Bruxelles et toutes dépendances attachées.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble sans réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le 6 JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.  
Montréal, 31 mai 1950. 27650-22-2-0  
[Première insertion: 3 juin 1950]

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*  
S. C. District of Montreal

Montréal, to wit: } FRIDOLIN DURIVAGE,  
No. 278616 } plaintiff; vs EUGENE  
PAQUIN, defendant. }

An emplacement fronting on Bruxelles avenue, in the Town of Montreal-North, composed of two lots of land known and designated as numbers seventy and seventy-one of the official subdivision of lot number eighty-two (No. 82-70 and 71) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault au Récollet.

With the buildings thereon erected, bearing civic No. 11400 of said Bruxelles avenue and all dependencies attached thereto.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable without reserve.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JULY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, May 31, 1950. 27650-22-2  
[First insertion: June 3, 1950]

**QUEBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } LA CAISSE POPULAIRE  
N° 55513. } DE LÉVIS, société régie  
par la loi des Syndicats coopératifs de Québec, }  
ayant son siège social à Lévis; contre BLANCHE }  
MARANDA, demeurant en la cité de Lévis, à }  
savoir: }

**QUEBEC**

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: } LA CAISSE POPULAIRE  
No. 55513. } DE LÉVIS, an association  
governed by the Cooperative Syndicates' Act }  
Act of Quebec, having its head office at Lévis; }  
against BLANCHE MARANDA, residing in }  
the city of Lévis, to wit: }

Le lot N° 750 (sept cent cinquante) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue St-Georges, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement en la cité de Lévis, le QUATORZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif, AIMÉ DION.  
Bureau du Shérif, Québec, 8 juin 1950. 27684-23-2-0  
[Première insertion: 10 juin 1950]  
[Seconde insertion: 23 juin 1950]

Lot No. 750 (seven hundred and fifty) of the official cadastre for Notre-Dame Ward, of the city of Lévis, being an emplacement situated on St-Georges street — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the Registry Office, in the City of Lévis, on the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION, Sheriff.  
Sheriff's Office, Québec, June 8, 1950. 27684-23-2  
[First insertion: June 10, 1950]  
[Second insertion: June 23, 1950]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } L'INDUSTRIELLE COM-  
N° 57-900 } PAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, corps politique et légalement constitué, ayant son siège social en la Cité de Québec, contre ROLAND LABERGE, de la Cité de Québec, à savoir:

Partie du lot N° 82 (quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, étant un terrain décrit comme suit: commençant au point d'intersection de la ligne séparative des lots nos 78 et 82 (soixante-dix-huit et quatre-vingt-deux) avec la ligne nord de la route 54; delà dans une direction est le long de la dite ligne de la route 54 une distance de 223 pieds à son point d'intersection avec la ligne sud-ouest d'un chemin projeté, au coin est du lot ici décrit; delà dans une direction nord-ouest le long du dit chemin projeté jusqu'au coin nord du lot ici décrit. La distance en ligne droite entre les points est et nord est de 252 pieds. Du coin nord dans une direction sud-ouest une distance de 127 pieds et trois dixième au coin sud-ouest sur la ligne séparative des lots nos 78 et 82; delà dans une direction sud-est le long de la dite ligne séparative une distance de 191 pieds et un dixième au point de commencement; le tout mesure anglaise ayant une superficie de 29792 pieds carrés, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif, AIMÉ DION.  
Bureau du Shérif, Québec, 20 juin 1950. 27780-25-2-0  
[Première insertion: 23 juin 1950]  
[Seconde insertion: 8 juillet 1950]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } L'INDUSTRIELLE COM-  
N° 57-899. } PAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, corps politique légalement constitué ayant son siège social en la Cité de Québec, contre ROLAND LABERGE, de la Cité de Québec, à savoir:

1° Les subdivisions N° 30, 31 et 34 (trente, trente-et-un et trente-quatre) du lot N° 434 (quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant des terrains situés sur l'avenue Lamontagne, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Partie Nord-ouest de la subdivision N° 35 (trente-cinq) du lot N° 434 (quatre-cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou,

*Fieri Facias*

Québec, to wit: } L'INDUSTRIELLE COM-  
No. 57-900 } PAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Québec; against ROLAND LABERGE, of the city of Québec, to wit:

Part of lot No. 82 (eighty two) on the official cadastre for the parish of St-Dunstan of Lake Beauport, county of Québec, being a lot of land described as follows: starting at the point of intersection of the division line of lots Nos. 78 and 82 (seventy-eight and eighty-two) with the north line of Highway No. 54; thence, in an easterly direction along the said line of Highway 54 a distance of 223 feet to its point of intersection with the southwest line of a proposed road at the east corner of the lot of land hereby described, thence in a northwesterly direction along said proposed road to the north corner of the lot hereby described. The distance in a stright line between the east and north points is 252 feet. From the north corner in a southwesterly direction a distance of 127 feet and three tenths of a foot to the southwest corner on the division line of lots Nos. 78 and 82; thence, in a southeasterly direction along the said division line a distance of 191 feet and one tenth of a foot to the starting point; the whole English measure having a superficial area of 29792 square feet — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Notre-Dame des Laurentides, county of Québec, on the TWENTY-EIGHTH DAY OF JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION, Sheriff.  
Sheriff's Office, Québec, June 20, 1950. 27780-25-2  
[First insertion: June 23, 1950]  
[Second insertion: July 8, 1950]

*Fieri Facias*

Québec, to wit: } L'INDUSTRIELLE COM-  
No. 57-899. } PAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, a body politic and corporate, having its head office in the City of Québec; against ROLAND LABERGE, of the City of Québec, to wit:

1. Subdivisions Nos. 30, 31 and 34 (thirty, thirty-one and thirty-four) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) on the official cadastre for the parish of St-Roch Nord, now Limoilou ward, of the City of Québec, being lots of land situate on Lamontagne Avenue — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The northwest part of subdivision No. 35 (thirty-five) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) of the official cadastre for the parish of Saint-Roch Nord, now Limoilou ward of the

de la cité de Québec, étant un terrain mesurant 9 pieds en front sur 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord-ouest par la partie restante de la dite subdivision N° 35, au nord-est par la rue de la Normandie, au sud-est par la subdivision N° 34 et au sud-ouest par une ruelle, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Aussi avec droit de vue sur la partie restante de la dite subdivision N° 35 et au dessus du garage y construit.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif, AIMÉ DION.  
Bureau du Shérif, Québec, 20 juin 1950. 27779-25-2-o  
[Première insertion: 23 juin 1950]  
[Seconde insertion: 8 juillet 1950]

**RIMOUSKI**  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 11331. } **MONTREAL JOBB-ING LTD.**, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à 21 rue St-Joseph, Québec, demandeur; vs **OVILA DESJARDINS**, de St-Guy, comté de Rimouski, défendeur.

1° Partie du lot Nz 37-B du rang 5, canton Bédard, au cadastre officiel de Bédard, étant un terrain de 150 pieds sur le chemin, sur 208 pieds de profondeur plus ou moins, M.A., borné au nord à Émile Tardif, à l'ouest à Laurent Bérubé, au sud à Léon D'Auteuil, à l'est au chemin du Roi, tel qu'occupé présentement par Ovila Desjardins. Ce lot est sujet à un loyer. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y en a.

2° Partie du lot N° 37-A, rang 5, canton Bédard, au cadastre officiel de Bédard, étant un terrain de 300 pieds nord-sud sur 400 pieds est-ouest, plus ou moins, M.A., tel qu'occupé présentement par Ovila Desjardins, borné au nord, sud et ouest à Laurent Bérubé, à l'est partie à la commission scolaire, partie à Jos. Beaulieu, partie à Émile Tardif et partie au chemin du Roi avec bâtisses dessus construites, moulin à scie et une manufacture de meubles, avec toutes les machines et machineries, outillages et accessoires servant à l'exploitation du moulin et de la manufacture de meubles. Cette vente est sujette à un loyer à bail.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Guy, comté de Rimouski, SAMEDI le VINGT-DEUX JUILLET 1950, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif, CHARLES GARON.  
27778-25-2-o [Première insertion: 23 juin 1950]

City of Quebec, being a lot of land measuring 9 feet in front by 80 feet in depth, English measure, bounded on the northwest by the remaining part of said subdivision No. 35, on the Northeast by "la Normandie" Street, on the southeast by subdivision No. 34 and on the southwest by a lane — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Also with right of view on the remaining part of the said subdivision No. 35 and above the garage thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION, Sheriff.  
Sheriff's Office, Québec, June 20, 1950. 27779-25-2  
[First insertion: June 23, 1950]  
[Second insertion: July 8, 1950]

**RIMOUSKI**  
Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 11331. } **MONTREAL JOBB-ING LTD.**, a body politic and corporate having its place of business at 21 St. Joseph street, Québec, plaintiff; vs **OVILA DESJARDINS**, of St-Guy, county of Rimouski, defendant.

1. Part of lot No. 37-B of range 5, township Bédard, on the official cadastre for Bédard, being a lot of land measuring 150 feet on the road by 208 feet in depth, more or less, English measure, bounded on the north by Emile Tardif, on the west by Laurent Bérubé, on the south by Léon D'Auteuil, on the east by the King's Highway, as presently occupied by Ovila Desjardins. The said lot being subject to a rental. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any.

2. Part of lot No. 37-A of range 5, township Bédard, on the official cadastre for Bédard, being a lot of land measuring 300 feet from north to south by 400 feet from east to west, more or less, English measure, as presently occupied by Ovila Desjardins, bounded on the north, south and west by Laurent Bérubé, on the east partly by the school commission, partly by Jos. Beaulieu, partly by Émile Tardif and partly by the King's Highway, with the buildings thereon erected, a saw-mill and furniture factory, with all the machines and machinery, equipment and accessories used in the operating of the mill and furniture factory. The said sale is subject to rental by lease.

To be sold, at the church door of St-Guy, county of Rimouski, on SATURDAY, the TWENTY-SECOND day of JULY, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON, Sheriff.  
27778-25-2 [First insertio: June 23, 1950]

**Index de la Gazette officielle de Québec, N° 25**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:**

Plouffe vs Desjardins. ....	1695
Thibaudeau vs LeRoux. ....	1695

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:**

697 — Concernant des modifications aux règlements pris en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie. ....	1695
---	------

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 25**

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:**

Plouffe vs Desjardins. ....	1695
Thibaudeau vs LeRoux. ....	1695

**ORDERS IN COUNCIL:**

697 — Concerning amendments to the by-laws under the Pipe Mechanics Act. ....	1695
---	------

698 — Concernant l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire. . . . .	1696	698 — Concerning the application of the provincial sanitary plumbing by-laws. . . . .	1696
699, section "C" — Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal. . . . .	1697	699, part "C" — Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section, of Montreal. . . . .	1697
699, section "F" — Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville. . . . .	1697	699, part "F" — Construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville. . . . .	1697
699, section "G" — Travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal. . . . .	1698	699, part "G" — Fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal. . . . .	1698
<b>AVIS AUX INTÉRESSÉS:</b>	1673	<b>NOTICE TO INTERESTED PARTIES:</b>	1673
<b>RÉCEPTION DES ANNONCES:</b>	1673	<b>RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:</b>	1673
<b>AVIS DIVERS:</b>		<b>MISCELLANEOUS NOTICES:</b>	
Deverna Mills Limited (Directeurs) . . . . .	1699	Daverna Mills Limited (Directors) . . . . .	1699
Joslar Incorporated (Directeurs) . . . . .	1699	Joslar Incorporated (Directeurs) . . . . .	1699
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léandre (Formation). . . . .	1698	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Léandre (Formation). . . . .	1698
Quebec Winter Club, Inc. (Directeurs). . . . .	1698	Quebec Winter Club, Inc. (Directeurs) . . . . .	1698
Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Saint-Côme (Fondation). . . . .	1699	Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Saint-Côme (Fondation). . . . .	1699
Syndicat de Sciage de Ste-Anne-Roque-maure (Fondation). . . . .	1698	Syndicat de Sciage de Ste-Anne-Roque-maure (Fondation). . . . .	1698
The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc. (Règlements)	1699	The Province of Quebec Society for the Protection of Birds, Inc. (By-Laws) . . . . .	1699
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Canadian Brassières Inc. . . . .	1700	Canadian Brassières Inc. . . . .	1700
Jacob Construction Limitée — Jacob Construction Limited . . . . .	1700	Jacob Construction Limitée — Jacob Construction Limited . . . . .	1700
New Select Restaurant Inc. . . . .	1700	New Select Restaurant Inc. . . . .	1700
Quebec Manganese Mines Limited . . . . .	1700	Quebec Manganese Mines Limited . . . . .	1700
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Municipalité scolaire de: Bowman & Denholm. . . . .	1701	School Municipality of: Bowman & Denholm. . . . .	1701
<b>TERRES ET FORETS:</b>		<b>LANDS AND FOREST:</b>	
Service du Cadastre: Amos, ville de. . . . .	1701	Cadastral Branch: Amos, town of. . . . .	1701
Pointe-aux-Trembles, paroisse de . . . . .	1701	Pointe-aux-Trembles, parish of . . . . .	1701
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Appro-bation de règlements) . . . . .	1701	Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Approval of by-laws). . . . .	1701
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Pré-lèvement). . . . .	1702	Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Levy). . . . .	1702
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec (Modification)	1702	Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec (Amendment) . . . . .	1702
<b>TRÉSOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Northern Electric Employees' Benevo-lent Association. . . . .	1704	Northern Electric Employees' Benevo-lent Association. . . . .	1704
<b>EXAMENS DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATIONS:</b>	
Arthabaska: pratique du droit. . . . .	1704	Arthabaska: practice of law. . . . .	1704
Bas St-Laurent: étude du droit. . . . .	1704	Lower St. Lawrence: study of law. . . . .	1704
Bas St-Laurent: pratique du droit. . . . .	1705	Lower St. Lawrence: practice of law. . . . .	1705
Montréal: étude du droit. . . . .	1705	Montreal: study of law. . . . .	1705
Montréal: pratique du droit. . . . .	1706	Montreal: practice of law. . . . .	1706
Montréal: étude du droit. . . . .	1707	Montreal: study of law. . . . .	1707

Montréal: pratique du droit. . . . .	1707	Montreal: practice of law . . . . .	1707
Québec: pratique du droit. . . . .	1707	Quebec: practice of law. . . . .	1707
Québec: pratique du droit. . . . .	1708	Quebec: practice of law. . . . .	1708
Richelieu: étude du droit. . . . .	1708	Richelieu: study of law. . . . .	1708
St-François: pratique du droit. . . . .	1708	St-François: practice of law. . . . .	1708
Trois-Rivières: étude du droit. . . . .	1708	Trois-Rivières: study of law. . . . .	1708
Trois-Rivières: pratique eu droit. . . . .	1709	Trois-Rivières: practice of law. . . . .	1709

GREFFE DE NOTAIRE:

Desmarais, André. . . . .	1709
---------------------------	------

NOTARIAL RECORD:

Desmarais, André. . . . .	1709
---------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Acme Automobile Limitée . . . . .	1674
Addington Motors Limited. . . . .	1675
Agence Maritime Inc. — Maritime Agency Inc. . . . .	1675
Albert Gingras Inc. . . . .	1675
Albert Novelty Co. . . . .	1676
Andal Laboratories Limited. . . . .	1676
Apiranthos Naxos Benevolent Organization Ltd. . . . .	1676
Arvida Mix & Supply Company, Limited . . . . .	1677
Brandon Lumber Limited. . . . .	1677
Brouillette & Gagnon Ltée. . . . .	1678
Cabeldu Motors (Hull) Limited. . . . .	1678
Canada Prints Limited . . . . .	1678
Canadian Outlet Stores Inc. . . . .	1679
Cedino Ltd. . . . .	1679
Collège Saint-Denis Incorporé . . . . .	1679
Comité des Hôpitaux du Québec. . . . .	1680
Continental Store (Thetford Mines) Ltd.—Magasin Continental (Thetford Mines) Ltée. . . . .	1680
Côté frères, entrepreneurs, Inc. . . . .	1680
Estelle Lingerie Inc. . . . .	1681
Esther Realities Inc. . . . .	1681
Gauthier & Tremblay Ltée. . . . .	1681
Georges Faucher Inc. . . . .	1682
Glenvale Motors Inc. . . . .	1682
Granby Distributors Ltd. . . . .	1682
Gustave Dufour & Fils, Inc. . . . .	1683
Hart Motors (Cartierville) Limited. . . . .	1683
Hollywood Jewellery Inc. . . . .	1683
Hôtel L'Hermine Inc. . . . .	1684
J. Adrien Boivin Limitée . . . . .	1684
J. A. Lebel & Fils, Ltée . . . . .	1684
John Vacchino Limitée . . . . .	1685
John Wilson Coal Co. Ltd. . . . .	1685
Laboratoire Algérine Limitée. . . . .	1685
La Cie d'Habitation Ltée . . . . .	1686
La Colonie du Cap (Inc). . . . .	1686
L'Affiche Française Ltée. . . . .	1686
L'Aide à l'Éducation de l'École Supérieure de Granby, Inc. . . . .	1686
La Polyclinique de Québec. . . . .	1687
Lazar Construction Company . . . . .	1687
L'Édifce Montmorency Inc. . . . .	1688
Le Manoir Charles de Foucauld . . . . .	1688
Le Marché Canadien Ltée . . . . .	1688
Lenox Board Co. Limited. . . . .	1689
Le Patronage Saint-Vincent de Paul de Québec . . . . .	1689
Les Meubles Drouin Ltée — Drouin Furniture Ltd. . . . .	1689
Lessard Construction Company. . . . .	1690
Levesque Auto Inc. . . . .	1690
Librairie Flammarion Paris-Montréal Limitée. . . . .	1690
Machineries Diverses Cie Ltée. . . . .	1690
Merchants Trading Ltd. . . . .	1691
Morantz Beef Company Ltd. . . . .	1691
P. A. Langelier Limitée. . . . .	1691
Plomberie Montréal Limitée — Montreal Plumbing Limited . . . . .	1692
Prince of Wales Sweets Ltd. . . . .	1692

LETTERS PATENT:

Acme Automobile Limitée . . . . .	1674
Addington Motors Limited. . . . .	1675
Agence Maritime Inc. — Maritime Agency Inc. . . . .	1675
Albert Gingras Inc. . . . .	1675
Albert Novelty Co. . . . .	1676
Andal Laboratories Limited. . . . .	1676
Apiranthos Naxos Benevolent Organization Ltd. . . . .	1676
Arvida Mix & Supply Company, Limited . . . . .	1677
Brandon Lumber Limited. . . . .	1677
Brouillette & Gagnon Ltée. . . . .	1678
Cabeldu Motor (Hull) Limited . . . . .	1678
Canada Prints Limited . . . . .	1678
Canadian Outlet Stores Inc. . . . .	1679
Cedino Ltd. . . . .	1679
Collège Saint-Denis Incorporé . . . . .	1679
Comité des Hôpitaux du Québec. . . . .	1680
Continental Store (Thetford Mines) Ltd.—Magasin Continental (Thetford Mines) Ltée. . . . .	1680
Côté frères, entrepreneurs, Inc. . . . .	1680
Estelle Lingerie Inc. . . . .	1681
Esther Realities Inc. . . . .	1681
Gauthier & Tremblay Ltée. . . . .	1681
Georges Faucher Inc. . . . .	1682
Glenvale Motors Inc. . . . .	1682
Granby Distributors Ltd. . . . .	1682
Gustave Dufour & Fils, Inc. . . . .	1683
Hart Motors (Cartierville) Limited. . . . .	1683
Hollywood Jewellery Inc. . . . .	1683
Hôtel L'Hermine Inc. . . . .	1684
J. Adrien Boivin Limitée . . . . .	1684
J. A. Lebel & Fils, Ltée . . . . .	1684
John Vacchino Limitée . . . . .	1685
John Wilson Coal Co. Ltd. . . . .	1685
Laboratoire Algérine Limitée. . . . .	1685
La Cie d'Habitation Ltée . . . . .	1686
La Colonie du Cap (Inc). . . . .	1686
L'Affiche Française Ltée. . . . .	1686
L'Aide à l'Éducation de l'École Supérieure de Granby, Inc. . . . .	1686
La Polyclinique de Québec. . . . .	1687
Lazar Construction Company . . . . .	1687
L'Édifce Montmorency Inc. . . . .	1688
Le Manoir Charles de Foucauld . . . . .	1688
Le Marché Canadien Ltée . . . . .	1688
Lenox Board Co. Limited. . . . .	1689
Le Patronage Saint-Vincent de Paul de Québec . . . . .	1689
Les Meubles Drouin Ltée — Drouin Furniture Ltd. . . . .	1689
Lessard Construction Company. . . . .	1690
Levesque Auto Inc. . . . .	1690
Librairie Flammarion Paris-Montréal Limitée. . . . .	1690
Machineries Diverses Cie Ltée. . . . .	1690
Merchants Trading Ltd. . . . .	1691
Morantz Beef Company Ltd. . . . .	1691
P. A. Langelier Limitée. . . . .	1691
Plomberie Montréal Limitée — Montreal Plumbing Limited . . . . .	1692
Prince of Wales Sweets Ltd. . . . .	1692

P. & T. Garage Ltd. ....	1693	P. & T. Garage Ltd. ....	1693
Rigaud Automobile Inc. ....	1693	Rigaud Automobile Inc. ....	1693
Road and Bridge Limited. ....	1693	Road and Bridge Limited. ....	1693
Show-Mart Incorporated — Palais du Commerce Incorporé .....	1694	Show-Mart Incorporated — Palais du Commerce Incorporé .....	1694
Tansey, Dillon, Inc. ....	1694	Tansey, Dillon, Inc. ....	1694
Trubenizing Service Co. Inc. ....	1694	Trubenizing Service Co. Inc. ....	1694
<b>LIQUIDATION, AVIS DE:</b>		<b>WINDING UP NOTICE:</b>	
Commercial Realty Company .....	1700	Commercial Realty Company .....	1700
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses. ....	1709	Miscellaneous .....	1709
<b>ORDRE DE COUR:</b>		<b>RULE OF COURT:</b>	
The St. Lawrence Flour Mills Co. Ltd. vs Le Magasin Coopératif L'Écluse ..	1709	The St. Lawrence Flour Mills Co. Ltd. vs Le Magasin Coopératif L'Écluse ..	1709
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICES:</b>	
Jos. Morency, Limitée. ....	1710	Jos. Morency, Limitée. ....	1710
J. T. Gendron Inc. ....	1710	J. T. Gendron Inc. ....	1710
La Compagnie de Prêts Mutuels Limitée	1711	La Compagnie de Prêts Mutuels Limitée	1711
Les Entreprises Équitables Ltée — The Equitable Enterprises Ltd. ....	1711	Les Entreprises Équitables Ltée — The Equitable Enterprises Ltd. ....	1711
Quebec Bridge Realty Limited. ....	1711	Quebec Bridge Realty Limited. ....	1711
Walkley Realty Corp. ....	1710	Walkley Realty Corp. ....	1710
Wolfesfield Limited .....	1711	Wolfesfield Limited .....	1711
<b>SOUSSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
L'Assomption, ville de. ....	1700	L'Assomption, town of .....	1713
Maniwaki, commission scolaire catho- lique de .....	1700	Maniwaki, Catholic School Commission of. ....	1715
Ste-Agathe-des-Monts, ville de .....	1700	Ste-Agathe-des-Monts, town of .....	1712
Thetford Mines, cité de. ....	1700	Thetford Mines, city of. ....	1714
<b>VENTES, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALES, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Fleurant, Marcel. ....	1716	Fleurant Marcel. ....	1716
Pontbriand, Gérard .....	1717	Pontbriand, Gérard .....	1717
Robichaud, Gelas. ....	1716	Robichaud, Gelas. ....	1716
<b>VENTE POUR TAXES:</b>		<b>SALE FOR TAXES:</b>	
Val d'Or, commission scolaire catholique de la ville de .....	1717	Val d'Or, Catholic School Commission of the town of. ....	1717
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>CHICOUTIMI:</b>		<b>CHICOUTIMI:</b>	
Boily vs Belley .....	1719	Boily vs Belley .....	1719
Frank vs Villeneuve. ....	1719	Frank vs Villeneuve. ....	1719
<b>KAMOURASKA:</b>		<b>KAMOURASKA:</b>	
Courbron vs Lebel .....	1720	Courbron vs Lebel .....	1720
Lavoie vs Fournier. ....	1721	Lavoie vs Fournier. ....	1721
Rioux vs Blanchette. ....	1720	Rioux vs Blanchette. ....	1720
Soucy vs Ouellet. ....	1720	Soucy vs Ouellet. ....	1720
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Durivage vs Paquin. ....	1721	Durivage vs Paquin. ....	1721
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUEBEC:</b>	
La Caisse Populaire de Lévis vs Ma- randa .....	1721	La Caisse Populaire de Lévis vs Ma- randa .....	1721
L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie vs Laberge .....	1722	L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie vs Laberge .....	1722
L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie vs Laberge .....	1722	L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie vs Laberge .....	1722



